

SPÉCIAL



Le Soleil, Raymond Lavoie

Les plaines d'Abraham: témoin de notre histoire

◆ Un cahier spécial de 20 pages sur le 80e anniversaire de la Commission des champs de bataille nationaux, protectrice et gestionnaire des plaines d'Abraham et du parc des Braves.

A l'intérieur du tabloïd sport

Agriculture, libre-échange, endettement

Mulroney fixe ses priorités

◆ TORONTO — Le problème des subventions agricoles, l'ouverture des frontières en vue d'une plus grande libéralisation des échanges commerciaux et

l'endettement des pays du Tiers Monde, telles sont les trois priorités canadiennes à l'ordre du

jour du Sommet économique de Toronto.

C'est ce qu'a fait valoir hier le premier ministre Brian Mulroney à son homologue japonais Noburu

Takeshita lors de leur première rencontre.

Hôte de la manifestation, M. Mulroney donnait ainsi le coup

Lire A-2, MULRONEY

LESOLEIL
au **\$OMMET**
ÉCONOMIQUE
de **TORONTO**

UN BEL ÉTÉ AU SOLEIL



Le Soleil, Clément Thiboutot

L'un des derniers

L'un de nos derniers tailleurs de pierre, M. Léonidas Martin, 64 ans, est une figure bien connue depuis une quinzaine d'années à l'atelier du Service canadien des parcs, rue Saint-Dominique, à Québec. Chaque jour, avec massette et poinçon, boucharde ou autre outil de maçon, il «décort» chaque bloc de grès vert demandé pour la restauration d'une partie des fortifications.

Page B-1

Visiteur allemand

◆ Une surprise de taille pour les touristes dans le Vieux-Québec avec l'apparition hier du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, en compagnie du premier ministre Robert Bourassa. Le visiteur allemand avait tenu, en marge du sommet torontois, à venir faire connaissance avec le fait français du Canada.

Page A-3



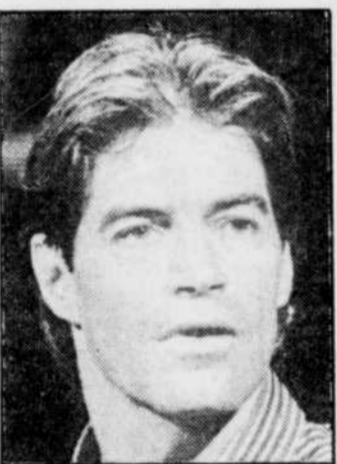
Le Soleil, Jean Vallières

Un sommet «commercial»

◆ Toronto compte énormément sur le présent sommet pour se faire valoir, pour faire consacrer au niveau de la presse mondiale son caractère international.

Pages A-6 et A-7

LES ARTS



Guy Richer courtisé

◆ Guy Richer ne sait où donner de la tête. Tous se l'arrachent!

Page C-1

LA MÉTÉO



Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 25. Demain: ciel variable et averses dispersées; venteux. Détails, page C-7

LE SOMMAIRE

- Annonces classées.....C-7 à C-14
- Arts.....Cahier C
- Bandes dessinées.....B-8
- Décès.....C-15
- Des GENS.....B-7
- Dossiers.....B-3
- Echecs.....B-6
- Économie.....A-8
- Éditorial.....B-4
- Feuilleton.....C-6
- Journal en classe.....C-16
- Horoscope.....B-6
- Monde.....A-9 à A-10
- Mots croisés.....B-6
- Mot mystère.....B-6
- Où aller à Québec.....C-4
- Science.....B-2
- Scrabble.....B-6

(2) L'écueil no 1: l'agriculture

◆ L'agriculture constitue le casse-tête numéro un de l'Europe et accapare, à 66 pour 100, la part du lion de son budget communautaire.

par **Lise LACHANCE**

C'est LE dossier chaud. Ses hauts — et surtout ses bas — s'étaient régulièrement dans les médias. Et, chaque année, le rituel de la fixation des prix agricoles se retrouve à la «une» de l'actualité. De cet exercice périlleux qui se déroule à Bruxelles dépend non seulement le sort des 10 millions d'agriculteurs de la Communauté mais encore la qualité de vie de 320 millions de consommateurs. Car ceux-ci consacrent 26 pour 100 de leur budget à l'alimentation, comparativement à 18 pour 100 chez les Américains.

Un choix contestable
Il existe deux grands systèmes pour exercer une politique des prix agricoles: les indemnités compensatrices aux producteurs et le soutien des marchés.

La première consiste à verser aux producteurs une subvention couvrant la différence entre le prix du marché et un prix garanti. Elle s'avère peu coûteuse pour les consommateurs, en plus d'engendrer difficilement des surplus alimentaires, d'assurer des revenus agricoles convenables et d'être d'avantage équitable puisque son financement par les contribuables permet de répartir la charge de façon différenciée.

Pour sa part, le soutien des marchés repose sur l'adoption d'un prix intérieur plus élevé que le cours mondial afin de procurer aux agriculteurs un revenu jugé normal. Cette méthode est onéreuse pour le consommateur, génératrice de surplus et, comble de malheur, la garantie de revenu

n'est pas obtenue pour les petits exploitants puisque le revenu dépend du volume de la production. Or, c'est ce système qu'a choisi le Marché commun. Pas étonnant que la question agricole soit devenue un véritable cauchemar.

Des surplus inquiétants

Alors que la CEE demeure le premier importateur mondial de produits agricoles et alimentaires, les excédents atteignent des som-

LE LIBRE-ÉCHANGE



À L'EUROPÉENNE

mets, particulièrement dans le lait, la viande bovine, les céréales, le sucre et les matières grasses.

Ces surplus ne sont pas uniquement attribuables à l'augmentation des rendements et de la productivité qui a marqué, à partir des années 70, l'agriculture européenne. La politique même de la Communauté y est pour quelque chose. En choisissant d'acheter aux agriculteurs leurs produits inventés, et cela sans limite quantitative, la Communauté s'est retrouvée avec des stocks inquiétants. Certains agriculteurs n'essaient

même pas de vendre eux-mêmes leurs produits: ils les livrent directement à l'organisme chargé du stockage.

Ainsi donc, en plus d'offrir aux agriculteurs un prix garanti, la CEE doit payer pour l'entreposage des surplus et, en outre, écouler ceux-ci à perte. «On a vendu à l'URSS du beurre à un quinzième du prix de production, sans compter l'entreposage!», a déclaré au SOLEIL, au cours d'une entrevue à Bruxelles, M. Emanuele Gazzo, vice-président de l'Agence internationale d'information pour la presse qui publie un bulletin quotidien sur le Marché commun. Pour résoudre le problème des excédents laitiers, la CEE a versé des primes de non-commercialisation du lait. On a vu des veaux consommer de la poudre de lait! Des primes ont également été remises pour l'abatage de vaches.

Sans vouloir enlever le moindre mérite à la Communauté euro-
Lire A-2, ÉCUEIL

LES DOSSIERS

Libre-échange On triche un peu mais...

◆ Les règles les plus strictes n'empêcheront jamais «de tricher un peu». Mais la CEE s'est dotée d'une Cour de justice.

Page B-3



Saviez-vous que...

Si vous êtes victime d'un accident et que votre automobile exige une réparation, vous avez le choix du carrossier et votre concessionnaire demeure la meilleure option.

(Voyez notre message dans les pages AUTOMOBILE de lundi)



LA CORPORATION
DES CONCESSIONNAIRES
D'AUTOMOBILES
DE LA RÉGIONALE
DE QUÉBEC



SUITES de la première page

MULRONEY...

d'envoi officieux des activités parallèles au Sommet économique.

Echanges de points de vue plus que tentative réelle de correction des irritants entre les deux pays, la réunion à laquelle assistaient les ministres des Affaires étrangères, a duré une heure.

Du côté canadien, on ne cache pas que le premier ministre Mulroney est fortement partisan de ces rencontres informelles. Elles sont à son avis l'une des meilleures façons de parvenir à des résultats. Chaque partie a ainsi l'occasion de connaître les préoccupations de l'autre et de faire valoir les siennes, tout en examinant des avenues de solution au fur et à mesure que les contacts se multiplient.

Macro-économie

Le premier ministre Takeshita a lui établi comme sujet primordial à Toronto, la coordination des politiques économiques entre les nations les plus industrialisées.

Il partage par ailleurs les inquiétudes canadiennes au sujet de la croissance incontrôlable de la dette des pays les plus pauvres de la planète, de même que l'intérêt de M. Mulroney pour une libéralisation accentuée des échanges commerciaux.

Sur ce dernier plan, plusieurs restent cependant sceptiques quant à la volonté réelle du protectionnisme gouvernement japonais d'ouvrir ses propres frontières aux produits de ses partenaires, la balance commerciale japonaise étant toujours largement excédentaire. Le jugement ne s'établira pas de toute manière sur les déclarations, expliquait hier un haut-fonctionnaire canadien, mais bien sur la hausse tangible des importations au pays du soleil levant.

Selon les officiels canadiens qui donnaient hier le compte-rendu des discussions entre les deux hommes, M. Takeshita aurait par ailleurs salué la réussite de l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ce dernier avait pourtant précédemment soulevé des inquiétudes par rapport à l'impact que pourraient avoir sur le Tiers-Monde la multiplication de tels accords bi-latéraux entre pays riches. Il serait aujourd'hui rassuré sur ce plan, toujours selon les porte-parole canadiens.

Du côté des relations directes entre le Japon et le Canada, le premier ministre Mulroney a soulevé des craintes très sérieuses par rapport à la pression à la baisse faite par les Japonais sur le prix du charbon. Des investissements de \$1 milliard ont été réalisés au Canada pour satisfaire l'industrie métallurgique japonaise qui cherchait à diversifier ses sources d'approvisionnement. Le demandeur tient maintenant pour ainsi dire les producteurs canadiens de la Colombie-Britannique et de l'Alberta à sa merci, la chute des prix menaçant les usines, les emplois et les communautés. M. Takeshita a expliqué comprendre la situation, sans cependant aller plus loin pour l'instant.

Autre irritant de l'avis du Canada, l'absence de liens aériens directs entre Toronto et Tokyo. L'engorgement de l'aéroport japonais est à l'origine du problème.

Les deux premiers ministres n'ont pas voulu aller plus loin cette fois-ci s'en tenant à établir les paramètres des discussions à venir.

Des résultats par rapport au charbon et au lien aérien ne sont pas attendus au cours des prochains jours. Les échanges pourraient plutôt amener des résultats concrets lors de la visite prévue du secrétaire d'état aux Affaires extérieures Joe Clark au Japon au début juillet. ●

ÉCUEIL...

pénurie, nul besoin d'être grand clerc pour comprendre pourquoi elle est le premier donateur mondial en matière d'aide alimentaire...

Résultat de tout cela: le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) dévore la plus grande part du gâteau du budget de la CEE: près de 70 pour 100. En 1985, il gérait 20,5 milliards d'écus (la monnaie européenne), soit plus de \$30 milliards. Autrement dit, cette année-là, la politique agricole commune a coûté à chaque citoyen européen environ \$7,50 par mois.

«Une prime d'assurance»

«Ce montant, qui doit être considéré comme une prime d'assurance garantissant la sécurité d'approvisionnement de près de 320 millions de consommateurs, ne paraît pas exagérément élevé», estime la CEE. Celle-ci admet que les prix à la production dans l'agriculture européenne se situent généralement au-dessus des prix du marché mondial. Mais, ajoute-t-elle, ces prix ont augmenté sensiblement plus lentement que les prix des denrées alimentaires et ces derniers ont aussi augmenté plus lentement que le coût de la vie en général. De sorte que les prix agricoles ont eu, dès le début de la crise économique des années 70, un effet stabilisateur sur l'évolution du coût de la vie.

Quant à la politique agricole commune, ajoute l'organisme, elle a joué pendant les années agricoles difficiles un rôle de «filet de sécurité» en garantissant aux producteurs des prix fixés grâce au mécanisme de l'intervention et en les préservant des fluctuations des cours mondiaux par le système des prélèvements à la frontière.

En dépit du soutien financier généreux que la CEE apporte à son agriculture, la Communauté considère que les dépenses nettes du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole sont «très modestes» puisqu'elles représentent environ 0,5 pour 100 du produit national brut et moins de 3 pour 100 du budget alimentaire des consommateurs.

Rien n'empêche que, au début des années 80, les dépenses agricoles de la CEE progressaient à un rythme dépassant 20 pour 100 par année. En dix ans, elles ont tout bonnement doublé. Pendant ce temps, toutefois, le revenu agricole per capita a diminué et, quant à elle, la valeur ajoutée du secteur agricole a régressé de 25 pour 100 en termes réels.

Exigences du Canada

Pour que les mécanismes de contrôle de marché résolvent le problème des excédents, il faut une forte baisse des prix agricoles, solution qui s'est longtemps heurtée à des refus politiques.

L'urgence de la situation a fait fondre petit à petit les résistances. Depuis 1984, d'importantes mesures d'assainissement du marché sont entrées en vigueur. Par exemple, un régime de quotas de production de lait assorti d'une réduction de 19 pour 100 des vaches laitières d'ici à 1989, c'est-à-dire l'équivalent de la moitié du cheptel laitier des États-Unis; une politique restrictive des prix dans les secteurs des céréales et des produits laitiers; enfin, en 1988, la mise en place de stabilisateurs dans toutes les organisations de marché, initiative accompagnée de dispositions budgétaires très strictes.

Ce redressement de la CEE survient au moment où le Canada et les États-Unis réclament l'élimination totale de ses subventions à l'agriculture dans un délai de dix ans. Ce débat, qui risque d'être la pomme de discorde du Sommet de Toronto, n'est pas près d'être épuisé, chacun se renvoyant la balle. Pendant que le Canada reproche à la CEE de verser \$0,49 d'aide pour chaque dollar dépensé dans l'agriculture, la Communauté réplique qu'elle n'a pas de leçon à recevoir «puisque le Canada y va, pour sa part, de \$0,45 pour chaque dollar». ●

Rectification

Dans l'article sur les Hell's Angels publié dans l'édition du SOLEIL de samedi, en page A-3, il aurait fallu lire, dans le 11e paragraphe: «Plusieurs motels portneuviens sont remplis», au lieu de «tous les motels portneuviens sont remplis». Ce n'est en effet pas le cas de certains établissements situés à Neuville, Cap-Santé et Portneuf. Ainsi, M. Emilien Paré, du motel Légaré de Neuville, mentionne que sur ses 12 unités, plusieurs seront libres à la Saint-Jean-Baptiste. La même situation prévaut pour le Chalet Morin de Portneuf et le De Châtillon à Cap-Santé. Nous nous excusons pour cette confusion.

LES FAITS DIVERS

Incendies de forêt

Le Nord-Ouest québécois et l'Outaouais flambent encore

◆ Le Nord-Ouest québécois et l'Outaouais continuent de monopoliser l'attention au chapitre des incendies de forêt, avec respectivement 16 et 23 feux encore en activité chez eux. Le feu le plus

par Isabelle JINCHEREAU

important fait rage depuis vendredi au lac Renaud, à 75 km à l'ouest de Chapais, et demeure hors-contrôle, après avoir grugé 1,000 hectares de bois. Il a été allumé par la foudre mais la pluie tombée hier soir sur cette région devrait améliorer la situation.

La réserve indienne Waswani-

pi, située tout près, a jusqu'à maintenant été épargnée. Les sept avions-citernes qui travaillaient sur le brasier ont quitté les lieux. Un autre incendie est signalé près de la centrale LG-2, à la Baie James. Il est dû à une négligence humaine. Le village de Radisson, qu'on croyait menacé, n'a pas été touché par les flammes. Le météo prévoit là aussi de la pluie.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on signalait quatre nouveaux feux hier, principalement dans le secteur de Chibougamau. Mais trois d'entre eux sont déjà sous contrôle. Le plus récent a éclaté vers

16h30 hier et serait attribuable aux opérations ferroviaires du Canadien National. Le mauvais temps pourrait aider le travail des avions: Canso.

Dans la région Québec-Mauricie, sur les cinq incendies repérés hier, trois restent en activité mais ne sont pas menaçants. Ils concernent la réserve de Manouan, la côte de Beupré et la base de Valcartier, où des tirs balayaient constamment le sol.

Au sud du Québec, cinq incendies ont débuté hier mais trois d'entre eux sont déjà éteints par les pompiers municipaux de

Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Louis-de-Gonsague.

Sur la Côte-Nord, deux feux importants sont contenus par une centaine d'hommes et deux avions-citernes. Le pire a déjà grugé 175 hectares au réservoir d'Outarde IV. Un autre s'est déclaré aux Bergeronnes. La pluie est attendue dans 36 heures à cet endroit. Seule la Gaspésie échappe au fléau, bien que l'indice d'inflammabilité soit passé à «extrême» pour les régions de l'Islet, Kamouraska et Témiscouata et à «élevé» pour la péninsule gaspésienne. Les feux à ciel ouvert demeurent interdits partout.

Au Québec, il y a présentement 55 feux en activité. Hier, 14 nouveaux incendies ont été découverts. Depuis le début de l'année, 721 feux ont été compilés et 5,159 hectares de bois ont disparu. À pareille date l'an passé, le bilan atteignait 572 incendies, pour des pertes de 2,916 hectares.

Problèmes d'eau

La sécheresse qui touche notre région force la municipalité de Saint-Agapit à interdire à ses citoyens tout arrosage ou remplissage de piscine et ce jusqu'à nouvel ordre. La même situation prévaut dans L'Anceinne-Lorette, Boischatel, Cap-Rouge, Lac-Saint-Charles, Loretteville, Saint-Augustin, Val-Bélair, Beupré, Saint-Etienne et L'Ange-Gardien, sur la Rive-Sud et dans plusieurs localités de la Beauce. ●

Une autre cycliste fauchée

Trois accidents mortels dans l'Est du Québec

◆ Trois personnes ont perdu accidentellement la vie hier dans l'Est de la province. Après la tragédie qui a coûté la vie à une adolescente de 12 ans il y a une semaine, sur la Rive Sud, un autre automobiliste ivre a fauché un groupe de cyclistes, hier. L'accident a fait un mort et deux blessés graves dans le village de Notre-Dame-des-Monts, dans Charlevoix.

par Isabelle JINCHEREAU

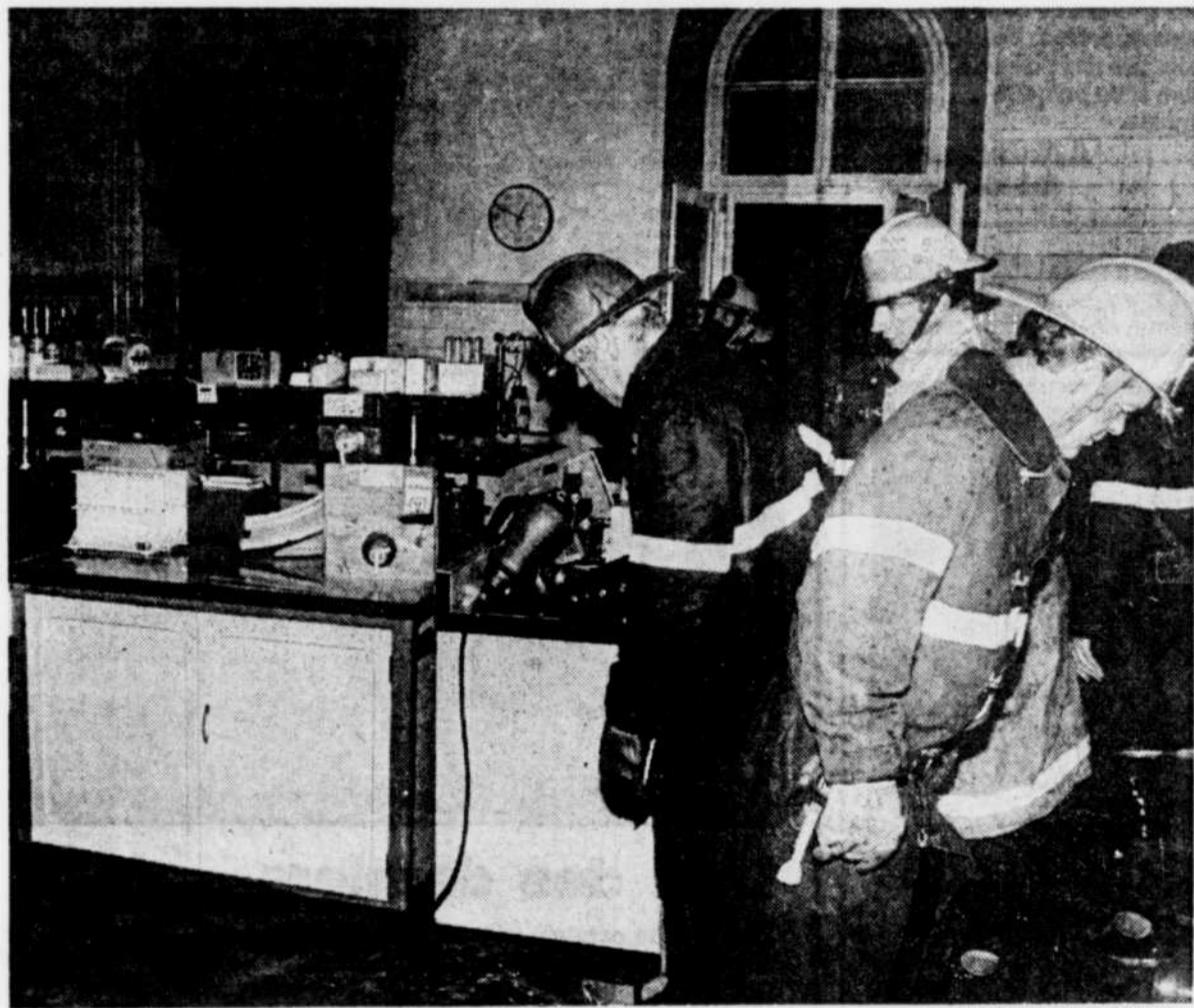
La victime est Geneviève La-voie, neuf ans. Sa sœur, Suzie, ainsi qu'une voisine, Nadine Guay, toutes âgées de 13 ans, reposent dans un état grave à l'hôpital de La Malbaie. L'impact s'est produit au moment où l'automobiliste roulant à vive allure sur la rue Notre-Dame a voulu freiner pour éviter le groupe, qui circulait en direction nord. La voiture a alors dérapé et sa partie arrière a fauché les jeunes filles. Le conducteur, dont le test d'alcoolémie était positif, est détenu au quartier général de la Sûreté du Québec et comparaitra demain, sous de multiples accusations.

Tentative de meurtre à Breakeyville

◆ Une jeune femme de 21 ans est présentement emprisonnée à la Maison Gomin, après avoir été interrogée relativement à une querelle survenue dans une maison de Breakeyville, hier matin, et au cours de laquelle un homme de 53 ans a été blessé.

La victime, son père, a reçu un coup de couteau au poulmon à l'aube hier et repose au CHUL dans un état satisfaisant. La prévenue sera vraisemblablement accusée de tentative de meurtre demain matin au palais de justice de Québec.

On ignore les motifs de ce drame, qui fait l'objet d'une enquête du Bureau des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec. ●



Le Soleil, Gilles Fréchette

Incendie à l'hôpital du Sacré-Coeur

La situation est rentrée dans l'ordre à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Québec, où un incendie a éclaté vers 1h hier, dans un laboratoire du rez-de-chaussée. La trentaine de malades alités qui furent transférés dans une aile moins entumée par une vingtaine de sapeurs-pompiers de Québec ont regagné leur département ce matin. Les flammes auraient pris naissance dans un climatiseur installé dans une des fenêtres du laboratoire de l'hôpital. Répondant à une deuxième alarme, la brigade d'incendie de la ville a notamment été aidée par la présence de trois gicleurs dans la pièce où le feu a éclaté. En moins de 30 minutes, la situation était sous contrôle. Les dommages se chiffrent à \$125,000. L'hôpital du Sacré-Coeur compte 120 lits, occupés par des personnes âgées et des enfants handicapés.

Parizeau revient juste à temps pour les élections partielles dans Anjou

◆ MONTREAL (PC) — Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, est revenu de Californie, où il était au chevet de son épouse, juste à temps pour les élections partielles de demain.

Il devait être de passage dans Anjou ce matin pour donner un dernier élan à la campagne de Mme Pauline Marois, candidate péquiste dans cette circonscription de l'Est de Montréal.

M. Parizeau, retenu auprès de sa femme, l'écrivaine Alice Parizeau, hospitalisée aux États-Unis, s'était abstenu de faire campagne jusqu'à présent autant dans Anjou que dans Roberval, où M. Bernard Généreux porte les couleurs du PQ.

Il devait rencontrer ce matin, pour ce qu'on appelle un «pep talk», quelque 400 travailleurs d'élections qui veilleront demain à faire «sortir» le vote péquiste dans la circonscription laissée vacante le 10 novembre par l'ancien chef du parti, M. Pierre Marc Johnson.

«M. Parizeau s'adressera aux militants, leur rappellera les enjeux de l'élection; la rencontre n'est pas

ouverte au public», a indiqué hier le directeur de l'organisation du PQ dans Anjou, M. François Leblanc.

M. Leblanc s'est dit étonné, hier, de constater que la presse en général avait donné l'impression, tout au long de la campagne, que le candidat libéral, M. René Serge Larouche, était en avance sur Pauline Marois.

«On dirait que les journalistes ont tenu pour acquis qu'on ne pouvait pas gagner, parce qu'on n'a ja-

mais gagne une partielle, dit-il, alors que notre pointage, confirmé par un sondage, nous donne gagnants avec une bonne longueur d'avance.»

Aux élections générales de 1985, Pierre Marc Johnson avait remporté le siège d'Anjou par seulement 354 voix de majorité sur son rival libéral. Cette fois, la candidate péquiste affronte huit candidats, dont celui du PLQ, le chef du NPD-Québec Roland Morin, et le chef du Parti indépendantiste Gilles Rhéaume.

Les libéraux comptent pour leur part sur la très grande popularité du gouvernement de Robert Bourassa, et sur une organisation bien rodée, pour enlever cette circonscription traditionnellement péquiste, et faire élire un centième député à l'Assemblée nationale. ●

LE SOLEIL

ABONNEMENTS: 647-3333

Extérieur (sans frais) 1-800-463-2362

Lundi au vendredi: de 7h00 à 17h30. Sam. et dim.: de 8h00 à 12h00

ANNONCES CLASSÉES: 647-3311

Lundi au vendredi: de 8h30 à 17h30

RÉDACTION: 647-3394

Lundi au vendredi: de 8h30 à 23h00

Samedi: de 12h00 à 23h00

Dimanche: de 14h00 à 23h00

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

Heures d'ouverture: Lundi au jeudi de 8h30 à 16h30,

le vendredi de 8h30 à 16h00

Le Soleil, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6

6/49

3-5-14-30-35-40

(complémentaire)

32

Sélect 42

3-8-9-19-24-39

(complémentaire)

15

mise-tôt

5-11-21-41

LA QUOTIDIENNE

tirage du 18 juin

4-1-7

6-4-5-0

Helmut Kohl s'offre une première visite officielle au Québec fort décontractée

◆ L'arrivée inopinée sur la terrasse Dufferin du premier ministre Bourassa, du chancelier Helmut Kohl, de sa femme Hannelore et de leur suite aura enlevé aux musiciens amateurs leur public de badauds pendant quelques instants, hier, au cœur d'une après-midi de grosse chaleur.

textes d'André ROY

Touristes et Québécois curieux ont paru médusés par l'apparition de ce groupe compact d'hommes en complet-veston sombre, soigneusement encadrés de gardes du corps et environnés d'une meute excitée de photographes et de caméramen. Certains ont enfin reconnu le premier ministre du Québec. Mais la plupart se donnaient du coude en demandant : « C'est qui, l'autre ? »

La majorité des observateurs de la scène politique québécoise ignoraient en effet ce qui avait pu décider le Chancelier (le chef du gouvernement) de la République fédérale d'Allemagne à quitter Toronto le temps d'un samedi à Québec. C'est la première visite officielle faite par le Chancelier de la RFA au premier ministre du Québec.

Il n'y avait aucun représentant du gouvernement fédéral lors de l'arrivée de M. et Mme Kohl à l'aérogare du gouvernement du Québec, hier matin. Et ce n'est qu'au déjeuner offert à l'Hôtel du Parlement par le premier ministre Bourassa qu'on a pu remarquer la présence du lieutenant-gouverneur du Québec, M. Gilles Lamontagne, accompagné de son épouse Mary. M. Bourassa avait également convié à sa table le cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec, le président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Lorrain, ainsi que les deux interprètes, indispensables du fait que M. Kohl ne parle que l'allemand.

Escapade du Sommet

C'est M. Kohl lui-même qui a demandé à faire un saut au Québec pendant sa visite au Canada. Le chancelier de la RFA est depuis jeudi à Toronto, et il y retournera en fin d'après-midi, hier, pour y assister au 14e Sommet des sept pays industrialisés. Au déjeuner donné en son honneur, M. Kohl a rappelé qu'il était déjà venu au Québec en 1971, alors qu'il était ministre-président du Land de Rhénanie-Palatinat (un des 10 « lander » qui, avec Berlin-Ouest, constituent le gouvernement de démocratie parlementaire de la RFA).

C'était son souhait le plus cher, disait-il, de revenir dès qu'il en aurait l'occasion, et plus particulièrement à Québec, « un des rares endroits qui englobe, comme une cathédrale, la civilisation et la culture ». Entre l'aéroport et l'Hôtel du Parlement, M. Kohl a été reçu à l'université Laval par le recteur Michel Gervais, et présenté à quelques-uns des cinq professeurs d'allemand à plein temps qui y enseignent.

Le chancelier de la RFA, Mme Kohl et leur suite sont venus et repartis à bord d'un Boeing 707 de la Luftwaffe. Le gros des effectifs de la Gendarmerie royale du Canada étant concentré à Toronto pour le Sommet des sept, c'est sous une surveillance discrète de la Sûreté du Québec que s'est effectuée la visite, au demeurant fort décontractée, du chancelier allemand.

Protocole bouleversé

Homme de grande prestance (il mesurerait six pieds et cinq pouces), le regard toujours un brin pétillant derrière ses lunettes, M. Kohl s'est amusé à bouleverser un peu le protocole durant les six heures de sa visite à Québec. Il avait même de-

mandé qu'elle se déroule de façon très privée, sans l'ombre d'un journaliste ou d'un photographe... Un incognito que M. Bourassa, trop heureux de miser sur pareille grande visite, ne lui a pas accordé.

M. Kohl a cependant obtenu que son allocution et celle de M. Bourassa soient prononcées au début et non à la fin du repas donné au restaurant *Le Parlementaire*. Et au sortir du dîner, plutôt que de retourner en limousine au Château Frontenac pour un petit repos avant la visite du quartier Petit-Champplain, il a invité le premier ministre à arpenter avec lui la rue Saint-Louis jusqu'à la terrasse... à la grande stupeur des flâneurs déambulant alors dans la vieille ville.

Helmut Kohl s'est finalement moqué, pendant sa dernière heure de « vacances » avant le retour, vers 17 h, à Toronto, de la presse qui le poursuivait. Alors que l'itinéraire lui prévoyait une visite de la chapelle des Ursulines et de la place Royale, le chancelier et sa femme Hannelore se sont engouffrés dans leur limousine pour semer les poursuivants et jurer enfin dans l'intimité des trésors de Québec. ◆



M. Bourassa accueillant l'épouse du chancelier de la RFA, Mme Hannelore Kohl, sous l'œil rieur de M. Kohl. Entre eux, l'interprète attachée à M. Kohl, celui-ci étant unilingue allemand.

Helmut Kohl «en vacances» dans la capitale Bourassa profite de l'occasion pour vendre le libre-échange

◆ Le premier ministre Robert Bourassa a saisi l'occasion de la première visite officielle au Québec du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le docteur Helmut Kohl, pour vanter une autre facette « lucrative » d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Décrivant la RFA comme « un de ses partenaires européens privilégiés », le premier ministre du Québec a dit qu'« advenant un accord Canada-USA, le Québec pourrait constituer pour la RFA « un très bon pont » pour accéder au marché américain ».

Prenant la parole à son tour, le chancelier Kohl a précisé qu'avec la création, en 1992, du « grand marché intérieur » que sera alors la Communauté économique européenne, un marché touchant 630 millions d'habitants, il était plus important que jamais que le Québec et son pays poursuivent et accroissent leurs échanges.

« L'Europe est revenue ! », a-t-il lancé à son interlocuteur, invitant le Québec, une fois qu'il aura conclu des ententes de libre-échange avec le reste de l'Amérique, à ne pas faire cavalier seul, à ne pas se reposer sur ses lauriers.

« Que ce soit chez vous avec le libre-échange, chez nous avec la CEE, ne nous isolons pas, ne travaillons pas chacun de notre côté ! », a poursuivi M. Kohl.

Un pied-à-terre québécois ?

Les deux hommes d'État s'adressaient alors à une centaine de convives rassemblés au restaurant de l'Hôtel du Parlement pour un déjeuner en l'honneur du chancelier de la RFA et de Mme Hannelore Kohl. Bien que se rencontrant pour la première fois, MM. Bourassa et Kohl ont semblé s'entendre à merveille, par interprète interposée, durant tout le repas.

M. Bourassa a précisé par la suite que le chancelier Kohl et lui

avaient discuté de problèmes communs aux deux pays : pluies acides, pollution du fleuve, baisse de la natalité (la RFA avait un taux de croissance négatif de -0,4 pour 100 en 1986, et le Québec a un taux de natalité inférieur à 1,5 pour 100 actuellement), chômage des jeunes. Bien sûr, il a été question du marché européen, que M. Bourassa qualifiait de « grande réussite de l'humanité » en parlant de la CEE.

Le premier ministre du Québec espère avoir « vendu » à son vis-à-vis de la RFA l'idée de venir investir au Canada plutôt qu'aux États-Unis, en cas d'accord de libre-échange. Et plutôt au Québec qu'en Ontario. M. Bourassa a vanté notamment la situation politique redevenue stable au Québec, les bonnes relations de travail actuelles, le solide entrepreneurship qu'on y trouve, et un taux d'inflation moindre qu'en Ontario.

Pied-à-terre québécois

Les investisseurs d'outre-Atlanti-

que sont intéressés par l'Amérique, et d'autant plus avec une libéralisation des échanges commerciaux sur tout le continent, prétend M. Bourassa. Mais plusieurs hésitent à s'implanter d'abord aux États-Unis, craignant un retour des mesures protectionnistes et des barrières de toutes sortes.

Il serait plus avantageux pour les investisseurs étrangers d'avoir un pied-à-terre québécois, poursuit M. Bourassa.

« C'est vrai non seulement pour les Européens, mais aussi pour les Japonais et pour les Arabes », disait-il.

Rival du Québec dans cette opération de séduction, l'Ontario ne reste pas non plus inactif. La province se serait en effet jumelée à un des 10 « lander » ouest-allemands. Et le premier ministre David Peterson y est allé en visite pas plus tard qu'en février. ◆



M. Helmut Kohl (suivi de son interprète) sur la terrasse Dufferin.

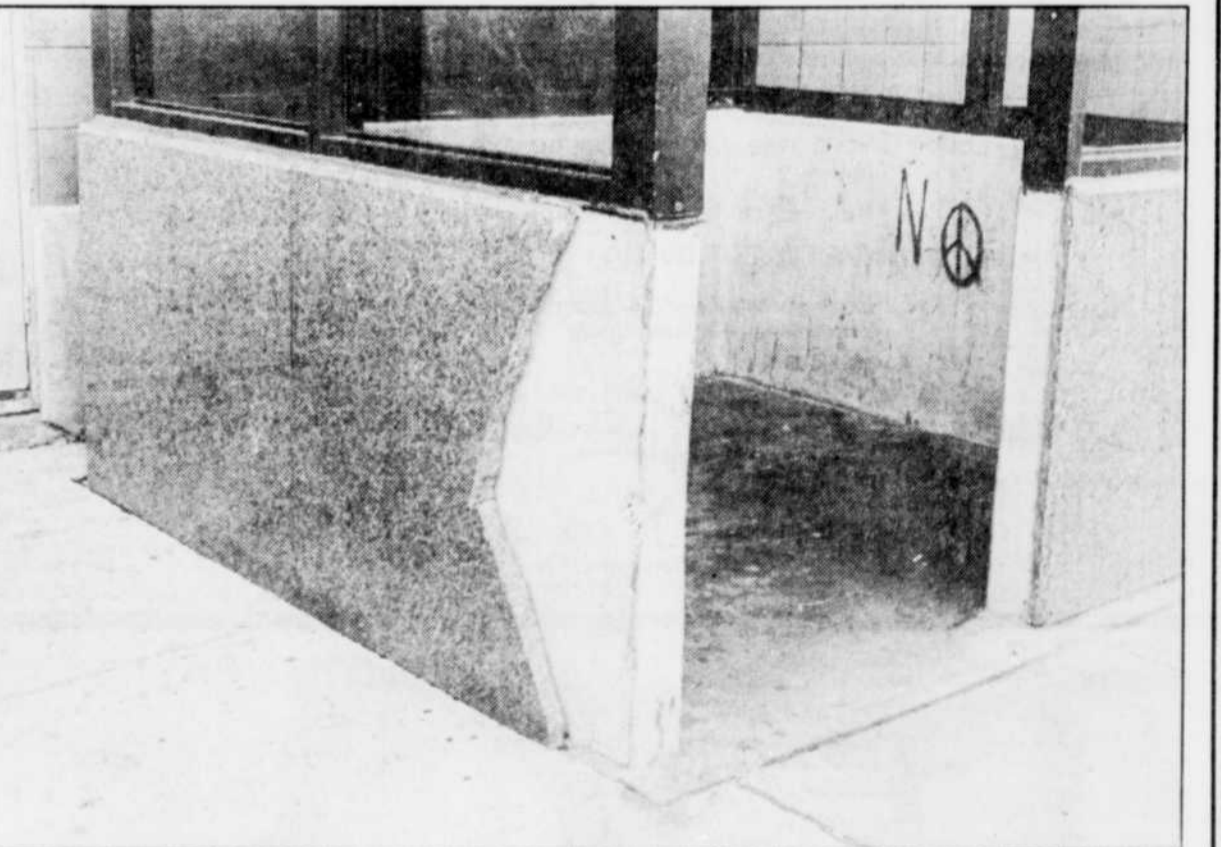
La place d'Youville est dangereusement délabrée

◆ Moins d'un an après sa rénovation complète au coût de \$4,255,000 (trois millions et demi aux frais de la ville de Québec), la nouvelle place d'Youville souffre déjà de délabrement. Et, à première vue, ce mauvais état général ne serait pas dû au vandalisme mais plutôt à une finition de travaux bâclée et à un mauvais entretien des lieux.

par Louis-Guy LEMIEUX

En plus de la fissure de la grande surface monolithique de béton, face au palais Montcalm, qui fait déjà l'objet d'un litige de \$300,000 entre la ville et la compagnie Trochaines, une visite attentive de place d'Youville fait ressortir une dizaine de défauts grossiers de construction ou d'entretien.

- L'installation des tableaux d'affichage électroniques du campanile est non seulement retardée sine die, mais les tableaux temporaires sont dans un état de détérioration avancée et les bases s'effritent.
- Plusieurs des coûteuses bases en granit rose poli des abribus s'effritent par larges morceaux. Les plaques de granit, on le voit maintenant, ne reposent sur aucun support et ne tiennent que par des joints de mousse synthétique.
- Plusieurs des petits arbres plantés un peu partout sont déjà morts.
- Environ 50 des 150 boules de lumière ne fonctionnent pas.
- Les toilettes publiques ne sont pas ouvertes et la fontaine ne coule pas.
- La belle sculpture *Les Muses* n'est pas identifiée du nom de son auteur Alfred Laliberté. La sculpture n'est pas datée non plus (1926).



Les luxueuses bases en granit rose des abribus s'effritent de partout. collaboration spéciale, Bruno Giroux

□ L'absence de joints de dilatation dans les larges dalles de béton qui chauffent les passages pour piétons fait que celles-ci craquent de partout.

□ Le béton des trottoirs est brisé à plusieurs endroits dont dans la rue des Glacis.

En outre, un citoyen et propriétaire de la rue des Glacis, M. Bruno Giroux, signale que ce que les résidents du quartier appellent la « ruelle New York » est un véritable appel à la délinquance. Ce cul-de-sac situé dans la rue des Glacis, entre la place d'Youville et

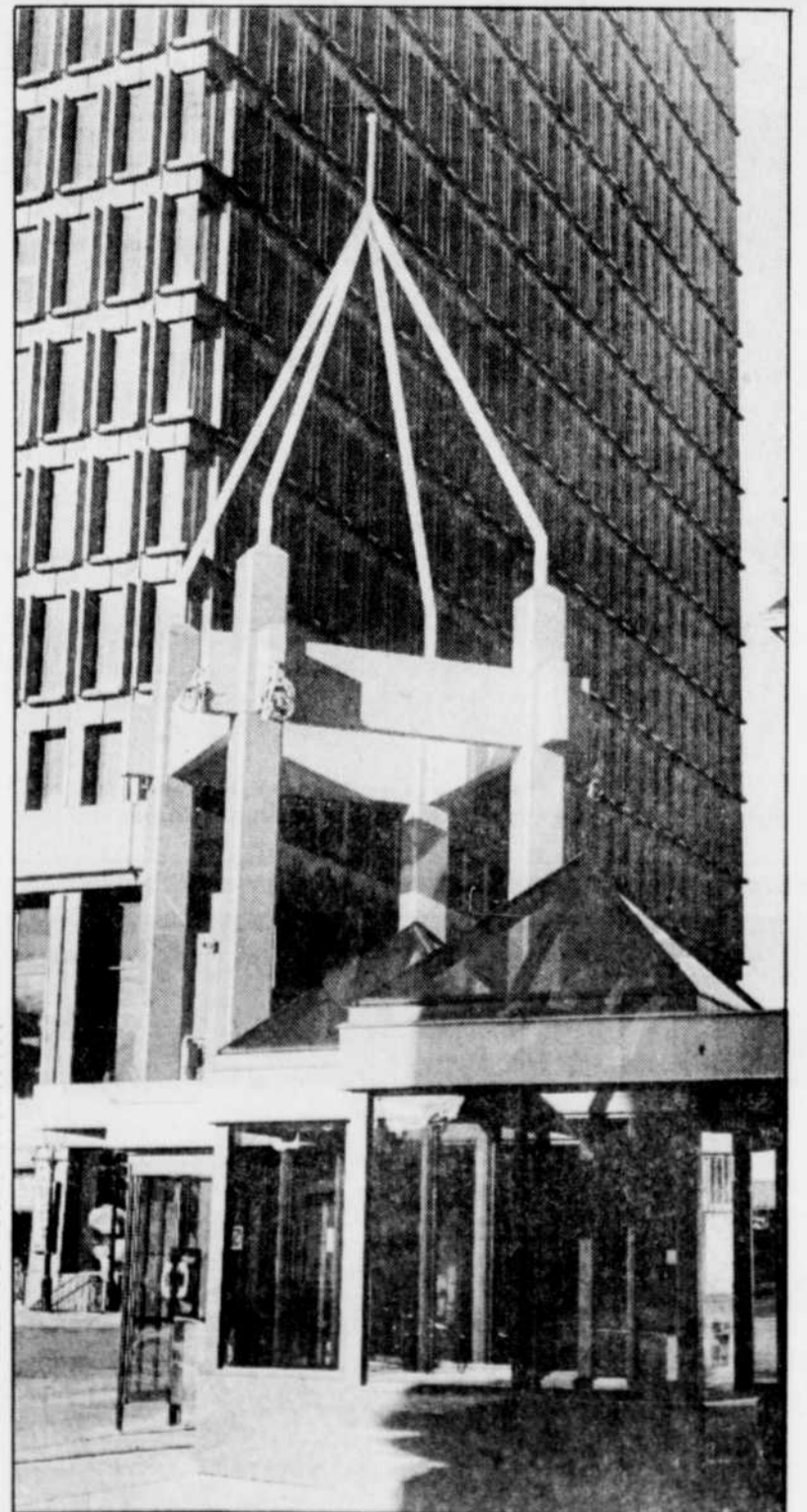
la rue Richelieu, qui ne dessert que les poubelles du cinéma de Paris et du restaurant Laurentien, est devenu le rendez-vous d'une faune nocturne tout sauf rassurante.

M. Giroux mentionne en outre, en riant pour ne pas pleurer, que la rue Richelieu jouit d'un éclairage nocturne double entre les rues des Glacis et MacMahon. En effet, grande première à Québec, les lumières aériennes et les lampadaires sur pied fonctionnent en même temps sur ce bout de rue.

Rappelons que le réaménagement de la place d'Youville était souhaité depuis 20 ans. Les tra-

voux réalisés semblent avoir satisfait l'ensemble de la population qui retrouve une véritable place publique et une agréable porte d'entrée dans le Québec historique et patrimonial.

Interrogé au sujet du délabrement de place d'Youville, le directeur par intérim du Service des communications de la ville de Québec, M. Laurent Bélanger, a déclaré que le réaménagement de cette place représentait un projet « sophistiqué » et que son entretien « demandait une phase d'ajustement ». Par exemple, le déneigement, l'hiver dernier, aurait causé certains dégâts. ◆



Le campanile de place d'Youville se délabre en attendant désespérément ses tableaux d'affichage électroniques. Ce mauvais état général de la place ne serait pas dû au vandalisme mais plutôt à une finition de travaux bâclée et à un mauvais entretien des lieux.

Il accuse le fédéral d'iniquité en matière de politique agricole

Michel Pagé attaque violemment Ottawa

♦ Le ministre de l'Agriculture du Québec Michel Pagé a violemment pris à partie Ottawa qu'il a accusé hier d'être «inéquitable» et de tenir deux langages à l'égard du Québec puis l'a sommé de livrer la marchandise promise en matière de politique agricole.

par André DIONNE

Révéant toute une batterie de chiffres pour le démontrer, M. Pagé a sommé John Weisse, son homologue fédéral de respecter sa parole donnée en décembre 1987 lors de la conférence des ministres canadiens de l'Agriculture permettant à la Colombie britannique et au Québec d'adhérer au programme de stabilisation tripartite tout en maintenant leurs propres régimes de compensation.

Le ministre Pagé prenait la parole hier devant les membres de l'Association professionnelle des Meuniers du Québec aussitôt après l'intervention très évasive du ministre d'État à l'Agriculture, M. Pierre Blais, député conservateur de Bellechasse. M. Blais a par ailleurs sous-traité de son allocution toute la partie du texte préparé qui traitait du libre-échange.

Les «cattlemen»

« Quand les cattlemen de l'Alberta froncent les sourcils, le ministre fédéral plie la tête », a lancé M. Pagé.

Ce que Québec demande, c'est l'équité, l'égalité de traitement d'un bout à l'autre du pays.

Ce sera l'essentiel du discours de M. Pagé lors d'une rencontre prévue pour mardi à Ottawa et à laquelle participera une délégation de l'Union des Producteurs agricoles du Québec (UPA). Cette délégation doit rencontrer également les députés libéraux et les membres du Nouveau Parti démocratique.

Il faut stopper « cette mutation significative des programmes fédé-

raux en agriculture vers l'ouest du Canada, a dit M. Pagé, comme si l'agriculture était un phénomène essentiellement des Prairies contre un Québec voué à l'exploitation de sa forêt, à la production de papier et d'électricité. »

Des chiffres

Le constat de l'iniquité se manifeste de plusieurs façons et s'affirme brutalement.

Les dépenses fédérales s'accroissent six fois moins vite qu'ailleurs au Canada.

Pour le Québec, les dépenses fédérales ont connu une augmentation de 33,6 pour 100 entre 1980 et 1987 passant de \$300 millions à \$400 millions.

En Ontario, elle fut de 105,3 pour 100 (de \$300 millions à \$616 millions), 285,5 pour 100 en Saskatchewan (de \$553 millions à \$2,1 milliards) pour atteindre 339,5 pour 100 en Alberta (de \$274 millions à \$1,2 milliard).

« Il y a distorsion abusive des dépenses fédérales versus les recettes monétaires provinciales », de poursuivre le ministre, et Ottawa dépense deux fois moins que l'importance des recettes monétaires du Québec.

Par rapport aux sommes investies par les deux paliers de gouvernement, Ottawa ne soutient le Québec que dans une proportion de 12,5 pour 100 contre 30,7 pour 100 en Alberta, 35,3 pour 100 au Manitoba et 50,2 pour 100 en Saskatchewan.

Même distorsion au niveau de l'aide aux producteurs de céréales: l'aide fédérale est trois fois plus grande dans les Prairies pour chaque tonne de céréales produite.

De 1983 à 1988, les céréaliculteurs de l'Ouest ont reçu \$32 la tonne produite alors que ceux du Québec, « qui font face à la même

conjuncture défavorable », n'ont reçu que \$12,34.

Québec réclame aussi le droit de participer aux programmes de stabilisation des prix pour les viandes rouges et pour le porc tout en maintenant ses propres régimes d'assurance-stabilisation, des pertes de l'ordre de \$40 pour la seule année 1988.

Québec demande également paiement des sommes dues par l'Office de stabilisation des prix agricoles pour les producteurs de porc et d'agneau, en 1982 et 1984, soit une somme de \$22,8 millions.

Il a par ailleurs fustigé le prési-

dent des États-Unis, Ronald Reagan, qui s'en prend à l'agriculture dite subventionnée alors que lui-même a autorisé des subventions de \$37 milliards pour la céréaliculture américaine.

Même remarque à l'égard du premier ministre du Canada Brian Mulroney qui vient d'autoriser le versement de \$1 milliard pour les producteurs de l'Ouest canadien.

Au Québec, ce ne sont pas des subventions « ad hoc » mais bien des programmes structurés qui agissent sur l'industrie agricole sur une base à long terme. ♦



Le ministre Michel Pagé a affirmé hier devant les meuniers du Québec qu'Ottawa tenait un double langage avec le Québec en ce qui concerne ses politiques agricoles.

Pertes d'emplois et fermes abandonnées

L'UPA poursuit sa campagne contre le libre-échange

♦ Le président de l'Union des Producteurs agricoles du Québec, M. Jacques Proulx, a poursuivi hier sa croisade contre l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada.

par André DIONNE

Parlant devant les membres de l'Association professionnelle des Meuniers du Québec qui regroupe 225 sociétés liées au monde agricole, M. Proulx a soutenu qu'il existe un déséquilibre fondamental entre les deux économies et que le secteur agricole est à peine protégé pendant une période de temps par l'inclusion dans l'entente des restrictions commerciales (article XI des règlements du GATT) visant à restreindre les échanges dans le domaine de l'industrie agro-alimentaire canadienne.

Il a par ailleurs cité des chiffres sur les pertes d'emplois et le déséquilibre de l'industrie canadienne face aux géants américains.

D'ici l'an 2000, 23,400 fermes auront disparu à la suite de la libéralisation des échanges entre les deux pays, selon une étude remise au comité consultatif mis sur pied par Ottawa à la suite de l'entente.

M. Proulx n'a cependant pas



Jacques Proulx, président de l'UPA.

voulu parainé l'étude quoique les chiffres soient très significatifs.

Pendant cette période, le Canada aura perdu 111,000 emplois dans le seul secteur agro-alimentaire: 30,600 à la suite de l'abandon de 18,000 fermes horticoles, 5,800 autres dans les 3,400 fermes laitières qui ne survivront pas et 3,400 autres emplois par l'abandon de 2,000 fermes avicoles.

Dans l'industrie de transformation, 25 pour 100 des emplois auront

été perdus, soit 63,000 personnes touchées.

Dans le secteur « services » rattaché à la production, 8 pour 100 des 39,800 emplois auront disparu, soit une perte nette de 3,200 emplois.

Dans le secteur rattaché à la transformation, il faut compter 5,000 autres emplois de service perdus, soit 8 pour 100 des 63,000 emplois au Canada.

Le déséquilibre

Pour démontrer la démesure qui existe entre l'appareil économique canadien et celui des États-Unis, M. Proulx a révélé des chiffres fort révélateurs sur la faiblesse de l'industrie agro-alimentaire canadienne.

Sur les 67 premières entreprises mondiales dans le domaine agro-alimentaire, 31 sont américaines et seulement 3 sont canadiennes.

Les sociétés américaines occupent presque exclusivement les 35 premières places alors que les trois canadiennes occupent les 62e rang (Labatt), 63e rang (Canada Packers) et 67e rang (Seagram).

Parmi les géants américains, on retrouve les sociétés Cargill, Philip Morris et Nabisco.

Les sociétés américaines ont un

chiffre d'affaires annuel évalué à \$223 milliards contre \$7 milliards seulement pour les compagnies canadiennes.

Dans le domaine de l'agro-chimie, poursuit le président Proulx, on ne retrouve aucune société canadienne parmi les 40 premières dans le monde.

En revanche, 14 sociétés américaines font partie de ce « pool » des 40 premières.

Les provinces

Quant aux autres facettes soulevées par le président de l'UPA, il faut noter l'érosion du pouvoir des provinces au profit du gouvernement central qui, de l'avis de M. Proulx, peut en vertu de l'article 6 du projet de loi faire fi des juridictions traditionnelles des provinces. On a un bon exemple avec l'affaire des vins en Ontario.

L'article 9 du même projet de loi, affirme également M. Proulx, contient « des dispositions qu'on peut qualifier d'anti-démocratiques » puisque le gouverneur en conseil (le conseil des ministres) peut édicter tout règlement qu'il estime nécessaire sans passer par le Parlement lui-même.

« Il n'y a qu'un pas à franchir pour que le Canada devienne une dictature », affirme M. Proulx. ♦

Être belle par l'efficacité!

TRAITEMENT BIOVAL
pour cicatrices, marques, taches acquises

25^e anniversaire

Étes-vous victime de vieillissement ou d'acné? Vous avez des cicatrices ou des taches? Nous pouvons vous aider.

TRAITEMENT DES VERGETURES *

* Basé sur les récentes découvertes médicales et scientifiques

François de Courval

1990, boul. Laurier, coin Maguire, Sillery
681-8180 688-3320
Facilités de stationnement

L'ARC "EXCEL" LESSARD

25,000\$
En argent comptant d'ici le 28 août 1988
De plus, en juin obtenez gratuitement une transmission automatique
Sur tous les modèles Excel 5 portes

LESSARD

M. LESSARD Ltée.
659, Boul. St-Joseph
Québec
418/623-5471

Le seul concessionnaire Hyundai de la région dont les clients sont recommandés par le Club Automobile

Depuis plus de 40 ans au service des automobilistes

Tous les règlements chez M. Lessard
Le concessionnaire Hyundai No. 1 à Québec

Futon 7^e Ciel

Faites place à l'été.
Futon 7^e Ciel adapte styles et formes au gré de vos fantaisies estivales.
Futon 7^e Ciel... pour un air d'été.

* Spécial:
Laqué Verni
578\$ 548\$

*Tel qu'illustré: Sofa-lit Calypso, vernis, laqué noir ou blanc, futon Céleste, tissu Néon
Offre valide jusqu'au 30 juin 1988.

QUÉBEC Place des 4 Bourgeois 999 de Bourgogne 653-3153	JONQUÈRE 2215 St-Dominique 547-1776	RIVIÈRE-DU-LOUP 590 Lafontaine 867-3635	MONTRÉAL 5160 St-Denis 277-9385	MONTRÉAL 1638 Sherbrooke O. 937-2253	BELOEIL 276 Duvernay 467-5802	CHATEAUGUAY 301 boul. D'Anjou 698-1330	LAVAL 103 boul. de la Concorde O. 669-7887	LONGUEUIL 1505 Ste-Hélène 677-8041	POINTE-CLAIRE Terrarium Plaza 94 St-Vincent 326-8158	STE-AGATHE 688 St-Georges 432-8018	ST-JÉRÔME 544 3 ^{ème} Avenue 825-0807	VAL D'OR 544 3 ^{ème} Avenue 825-0807
---	---	---	---------------------------------------	--	-------------------------------------	--	--	--	---	--	--	---

Le parti a besoin de \$8 à \$10 millions

Les libéraux en campagne estivale de financement

♦ OTTAWA (PC) - Le Parti libéral du Canada entreprendra une vaste campagne estivale de financement populaire.

par Marie TISON

Le président du parti Michel Robert a fait cette annonce hier en conférence de presse, à l'issue d'une rencontre de l'exécutif national du Parti libéral à Ottawa.

M. Robert a révélé qu'au Québec, cette campagne de financement populaire sera présidée par le député de Shefford Jean Lapierre. Elle sera coordonnée au niveau national par M. Alfred Apps.

La campagne comprendra deux composantes distinctes, a expliqué le président du parti. En premier lieu, des équipes de bénévoles dans chaque comté du pays solliciteront des dons individuels de \$100. Les fonds recueillis serviront à préparer la prochaine campagne électorale.

Ainsi, au Québec et en Ontario, la moitié de ces fonds demeureront au niveau de l'association de comté, tandis que le reste sera versé à l'association provinciale. Dans les autres provinces, c'est 75 pour 100 des fonds qui iront à la caisse électorale du comté, et 25 pour 100 au niveau provincial.

La deuxième composante sera orchestrée par les instances nationales. Il s'agira de vendre des Certificats de la Victoire libérale d'une valeur de \$500. Tous les fonds recueillis serviront à éponger l'imposant déficit du parti, qui se situe présentement entre \$4 et \$5 millions, a déclaré M. Robert.

Les libéraux avaient songé à mettre en oeuvre un programme de Bons de la Victoire, qui aurait permis aux militants de prêter au parti une somme de \$500 pendant une période de cinq ans. Le parti aurait remboursé cette somme au bout de cette période, mais il aurait gardé les intérêts.

A force de discuter, les militants du parti en sont venus à la conclusion qu'il était préférable de transformer cette idée de prêt de \$500 en un don pur et simple, a expliqué M. Robert hier.

Cependant, l'idée de Bons de la Victoire n'a pas été totalement abandonnée, a-t-il souligné. Ce programme sera cependant réservé aux organisations et aux associations libérales.

Poste

Un Comité national des souscriptions, coprésidé par le député de York Centre Bob Kaplan et la sénatrice Joyce Fairbairn, aura pour tâche d'amener toutes les personnes qui détiennent un poste au sein du parti à acheter un Certificat de la Victoire et à faire un don de \$100.

Afin de donner l'exemple, la presque totalité des cinquante personnes membres de l'exécutif national présentes à la réunion hier ont sorti leur carnet de chèque pour acheter un certificat et faire un don au parti, a raconté M. Robert. En quelques minutes, \$24,000 ont été ramassées, a-t-il ajouté fièrement.

Les 39 députés membres du caucus libéral seront parmi les premiers à être mis à contribution, a ajouté le président.

Les certificats seront également offerts aux simples militants, a spécifié M. Apps, également présent à la conférence de presse hier.

M. Robert a affirmé que le parti ne s'était donné aucun objectif fi-

nancier dans le cadre de cette campagne, parce qu'il n'avait aucune expérience en fait de financement

populaire.

Il a cependant déclaré que le parti aurait besoin de \$8 à \$10 mil-

lions pour la prochaine campagne électorale.

La campagne de financement

populaire débutera le premier juillet, pour se terminer à la fin août, a-t-il indiqué.

POUR 4 JOURS SEULEMENT

CHRYSLER CANADA et **LA MAISON Chrysler de Charlesbourg**

s'unissent pour vous offrir la

VENTE DE L'ÉTÉ

DU 20 au 23 JUIN

DES RABAIS ALLANT JUSQU'À 2 500\$ ET PLUS

SEULEMENT À CHARLESBOURG

EXPO # 80513

7 475\$*

LOCATION 149\$**



LE BARON GTS # 80656

11 975\$*

LOCATION 234\$**



COLT E # 81003

8 950\$*

LOCATION 177\$**

GARANTIE 7 ANS ou 115 000 KM



RELIANT LE # 80720

9 795\$*

LOCATION 197\$**



* transport et préparation en sus, tout rabais inclus.
** base d'utilisation de 60 mois, transport et préparation en sus, tout rabais inclus.

Les illustrations peuvent différer légèrement.

LA MAISON Chrysler de Charlesbourg

5070, boul. du Jardin, Charlesbourg **622-4700**

OUVERT TOUS LES SOIRS

POUR MIEUX CONSOMMER...

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

LESOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30 Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

VENTE PRÉVACANCES

RABAIS DE **50% à 70%**

Liquidation sur toute la marchandise en magasin ainsi que sur la lingerie et les accessoires mode.

Boutique **Le Samu'Elle**

Prêt-à-porter

206-4, Parc Samuel-Holland Québec — 682-8234 (entrée par la rue Ernest-Gagnon)

Stationnement 1 heure, gratuit avec achat

Dernière semaine jusqu'au 23 juin

Vente sous la tente

concept mode 0-20 ans **clément**

Lévis seulement

Bermudas **CATCHIT** taille adulte **9.99\$**

spéciaux incroyables

articles rég. jusqu'à **29.99\$** en solde à **4.99\$**

Lévis seulement

Place Carnaval

voisin du Super Carnaval

833-2686

solde 30%

SUR TOUTE LA MARCHANDISE DE SAISON

Vente sous la tente

Lévis seulement **SPECIAUX** à **4.99\$**

20% SUR LES MAILLOTS DE BAIN SOUS-VÊTEMENTS T-SHIRTS

40% et 50% sur une sélection de vêtements.

concept mode 0-20 ans **clément**

Carte verte: 012544

VENTE

Jusqu'à **50%**

sur toute notre collection d'été

BRISSOT

boutique

Galerie Charlesbourg • Place Ste-Foy, Place Fleur de Lys • Galerie Chagnon • Rue St-Jean



L'ÉCONOMIE

La 14e réunion se trouve une vocation commerciale

♦TORONTO- Le 14e sommet économique des pays les plus industrialisés marquera l'histoire de ces rencontres annuelles initiées par Valéry Giscard d'Estaing en 1975. S'ils se sont graduellement transformés en sommets politiques, avec celui de Toronto, ils ont apparemment trouvé une troisième vocation: commerciale.

par Georges ANGERS et Pierre-Paul NOREAU

L'immense stationnement en face du Centre des congrès de Toronto a en effet été transformé en parc d'auto-attraction où se ramassent, en principe, les 3,500 et quelques journalistes assignés à la couverture de l'événement. Ou dia-

Tokyo efface la dette des pays pauvres

♦TORONTO (AFP) — Le Japon a annoncé hier à Toronto l'annulation des remboursements en capital et intérêts dus sur leur dette publique par les 17 pays les plus pauvres au cours des cinq prochaines années. L'annulation par Tokyo des remboursements en capital et intérêts dus entre 1988 et 1992 par ces 17 pays d'Afrique et d'Asie représente un allègement d'un milliard de dollars du fardeau de la dette, a indiqué M. Michihiro Kunihiko, conseiller du Premier ministre japonais.

ble auraient-ils eu l'idée d'aller fouiner sans un encadrement adéquat de bière et de bouffe gratuites? D'autant d'ailleurs que des petits groupes seulement de reporters pourront assister en direct aux différents événements, comme par exemple l'arrivée des chefs de délégation ou la lecture du communiqué final.

Par ailleurs, comment le gouvernement canadien aurait-il pu justifier auprès des contribuables que l'on gave ainsi aux frais de la princesse ces milliers de reporters inégalement assouffés ou affamés?

L'idée de génie a été d'amener à contribution le secteur privé, le grand bénéficiaire, en bout de ligne, de la libéralisation du commerce international sur laquelle tentent de s'entendre les leaders politiques du bloc de l'Ouest depuis quelques années. Mais même les entreprises privées ne peuvent afficher aussi clairement leurs intérêts; il fallait donc trouver un bon prétexte.

La volonté de Toronto d'accueillir les Jeux olympiques de 1996 ne pouvait tomber mieux; le secteur privé trouvait ainsi sa justification la plus "noble" d'appuyer financièrement le sommet, par le biais d'un soutien concret à la campagne de promotion de la candidature olympique de Toronto, menée par la ville et la province.

Sans compter l'effet politique de l'implication du secteur privé dans le financement partiel de l'événement; en effet, si le secteur privé met des sous dans l'organisation du sommet, les Canadiens devront comprendre que tout ça doit en va-

LESOLEIL au \$OMMET ÉCONOMIQUE de TORONTO

loir la peine et que Brian Mulroney avait peut-être raison de faire autant de sparages depuis quelques jours. Précisons cependant que même le secteur privé est prudent; il fournira \$2 millions et le sommet en coûtera près (et probablement plus) de \$25.

Il y a aussi, par ailleurs, cet autre vieux problème que le Sommet permettrait peut-être de régler. Toronto, la capitale financière et économique du Canada, «le secret le mieux gardé du monde industrialisé», selon M. Mulroney, mais Toronto qui a un vieux problème; en fait on ne devrait pas parler de problème, mais plutôt de frustration.

Toronto est la plus grande ville canadienne, la plus riche, la plus propre, la plus diversifiée (culturellement); mais il lui manque le "culot" de Montréal. En fait, la Ville-Reine envie à Ville-Marie son statut (emprunté?) de ville internationale.

Or la présence chez elle pendant trois jours de ces chefs politiques prestigieux et de la meute de journalistes qui les suivent, surtout eux d'ailleurs, pourrait permettre à Toronto de perdre un certain complexe. C'est probablement pourquoi elle s'est pomponnée et corsetée pour réussir son bal de débutante sur la scène internationale.

Ville généralement froide, To-

ronto est presque devenue chaleureuse, malgré la présence massive de policiers dans le périmètre du Sommet; nous en avons même vu un aider un journaliste à transporter ses bagages à l'hôtel!

Mais comment pourrait-on reprocher quoique ce soit à Toronto? Elle n'a même pas endormi ses pigeons...

Discussions sérieuses

Pendant que les journalistes seront ainsi épatés, charmés, gavés, réchauffés et étonnés, les huit leaders pourront tenter de trouver un ou des remèdes un peu plus permanents aux problèmes que pose la nouvelle réalité de l'interdépendance de leurs économies respectives, des problèmes autant macro-économiques que micro-économiques d'ailleurs.

On parlera bien sûr des taux de change, des disparités dans les taux d'intérêt des différentes banques centrales, des dettes du Tiers-Monde... et des États-Unis.

Mais on parlera aussi de choses un peu plus terre-à-terre, comme des vexations charbonnières que fait subir le Japon au Canada; chaque pays a apparemment, doit-on comprendre, une liste d'épicerie assez précise. L'harmonie a apparemment quelques limites et elles ont commencé à poindre hier.

Les marchés financiers seront particulièrement attentifs; la récession qu'ils avaient prédite après le krach boursier d'octobre ne s'est peut-être pas produite, mais les situations qui l'ont entraînée demeurent. Le déficit budgétaire américain reste très élevé, le commerce entre les pays demeure déséquilibré, le problème de la dette du Tiers-



Le premier ministre Brian Mulroney a visité hier la salle de conférence où s'ouvre aujourd'hui le Sommet économique de Toronto. Il en a profité pour aller voir le siège qu'il occupera à cette occasion.

Monde non résolu.

Il faudra donc à Toronto et à son escorte beaucoup de charme pour faire oublier ces réalités et

beaucoup d'imagination aux leaders politiques réunis dans la Ville-Reine pour les faire passer au second plan, puisque le bal dure trois jours. ●



LORSQUE DONNER...
...C'EST RECEVOIR
une gracieuseté
LESOLEIL

loto-québec		Résultats	
Tirage du 88/06/18			
Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi		6/6	0 1 528 027,00\$
3 8 9 19 24 39		5/6 +	5 9 377,40\$
No complémentaire: 15		5/6	71 440,20\$
VENTES TOTALES: 1 768 474,00\$		4/6	3 814 36,80\$
		3/6	55 581 5,00\$
		MISE-TÔT: 5 11 21 41	
		GAGNANTS LOT 194 257,70\$	
		PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 800 000,00\$	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LA FIN DU FESTIVAL DES PRIX EN VACANCES

HI-HA!

TOUT COMPRIS

DERNIÈRE GRANDE CHANCE DE PROFITER DES SUPER BAS PRIX.
Tout le personnel vous attend lundi matin.

<p>COLT E stock 1150-8 183¹³ TOUT COMPRIS</p>	<p>EXPO stock 207-8 196¹³ TOUT COMPRIS</p>
<p>DAKOTA stock 150-8 220⁵⁰ TOUT COMPRIS</p>	<p>LANCER stock 300-8 287⁴² TOUT COMPRIS</p>
<p>NEW YORKER stock 155-8 463⁵² TOUT COMPRIS</p>	<p>ARIES K stock 617-8 4 portes 216⁰⁴ TOUT COMPRIS</p>

TOUT EST COMPRIS: TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE INCLUS! (Base sur location 60 mois, 125 000 km. Sujet à l'approbation du service de crédit)

A&B Automobiles
Beaupré
DODGE CHRYSLER

2400, DALTON, SAINTE-FOY
653-5212

CONCOURS-DICTÉE SEC.V

Vous êtes finissant(e) du secondaire V et vous avez le goût d'entreprendre une formation qui vous mènera directement sur le marché du travail?

Le Collège O'SULLIVAN, en collaboration avec LE SOLEIL et FM 93 a ce qu'il vous faut.

Encerclez les 10 fautes reliées à l'orthographe d'usage et d'accord.

La langue de Shakespeare s'est graduellement taillée une place de choix un peu partout dans notre société. Au fait, il est impossible d'imaginer une carrière sans la préoccupation constante d'une connaissance de l'anglais reliée aux fonctions de la technicienne de bureau.

Plus on n'a de corde à son arc, plus on est compétent!

Nom: _____
Professeures d'anglais Adresse: _____ Code: _____
Tel: _____
Nom de la dernière école secondaire: _____

(Seules) les finissant(e)s du secondaire V sont éligibles à ce concours.



COLLÈGE O'SULLIVAN DE QUÉBEC

Retournez à:
Concours-Dictée Sec. V
Collège O'Sullivan de Québec
600, rue Saint-Jean
Québec (Québec)
G1R 1P8

LESOLEIL

Encerclez les fautes de la dictée ci-dessus et retournez-la à l'adresse indiquée. Soyez à l'écoute de Jack Roy sur les ondes du FM 93, tous les vendredis du 17 juin au 15 juillet: chaque vendredi, durant son émission vers 17 h 15, Jack fera la pige d'une dictée dont toutes les fautes sont encircloées.

Si c'est la vôtre, vous mériterez l'une des quatre bourses d'études d'un an en techniques de bureau (programme 412.02) ou le grand prix, une bourse d'études de trois ans en techniques de bureau (programme 412.02) du COLLÈGE O'SULLIVAN DE QUÉBEC. Toutes ces bourses incluent les frais de scolarité et le matériel scolaire.

Filet de sécurité aux mailles bien serrées

♦ **TORONTO (PC)**— Les policiers ont refusé de confirmer ou d'infirmer les informations publiées par le « Financial Times » de Toronto selon lesquelles une chasse à l'homme aurait été lancée pour retrouver un membre de l'IRA — l'Armée républicaine irlandaise — à la veille du Sommet des sept pays les plus industrialisés, qui s'ouvre aujourd'hui, à Toronto.

Selon le journal, le suspect est arrivé au Canada il y a trois semaines, en provenance du Mexique, et les policiers croient qu'il est maintenant dans la région de Toronto.

La police reconnaît toutefois que le premier ministre Margaret Thatcher, qui est arrivée hier à son hôtel du centre-ville de Toronto, constitue une cible de choix pour l'IRA.

« Nous sommes sur un pied d'alerte. Plusieurs groupes pensent que Mme Thatcher est une bonne cible », affirme l'inspecteur Bernard Nadeau de la police de Toronto.

Sécurité

Les chefs d'État des sept pays les plus industrialisés du monde ont commencé hier à se rassembler à Toronto, sous la protection d'un filet de sécurité aux mailles bien serrées.

Les premiers ministres italien Ciriaco de Mita et britannique Margaret Thatcher ont attendu la veille du sommet pour atterrir à l'aéroport Pearson, où ils ont été accueillis par des soldats armés de mitrailleuses patrouillant les doubles rangées de barbelés.

Leurs homologues japonais et ouest-allemand sont pour leur part au Canada depuis déjà quelques jours, alors que le président américain Ronald Reagan et le président français François Mitterrand n'arrivent qu'aujourd'hui.

L'accueil officiel n'aura d'ailleurs lieu qu'à l'ouverture du sommet, alors que débutera une série de rencontres au centre des congrès du centre-ville de Toronto.

Outre les mesures de sécurité mises en oeuvre à l'aéroport, des milliers de policiers, certains accompagnés de chiens entraînés à déceler les bombes, surveillent le centre des congrès, lui-même entouré d'une barrière de cinq mètres qui l'isole du reste de la ville.

Les journalistes et tous ceux qui travaillent à l'organisation du sommet ont dû montrer carte blanche et

être soumis à une enquête, pour obtenir l'accès à ce périmètre de sécurité. Et une fois sur place, les policiers vérifient à répétition les cartes d'autorisations.

Les chefs d'État du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie et du Japon participeront au Sommet économique, auquel assisteront également 1,500 délégués et des milliers de journalistes.

Quelque 3,000 agents du Service canadien du renseignement de sécurité, des Forces armées canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada, des polices provinciale et municipale, sont chargés de veiller à la sécurité.

Pub surveillé

M. Nadeau a indiqué que pour des motifs de sécurité, il ne pouvait commenter l'article du « Financial Times », mais il a ajouté: « Mme Thatcher est naturellement des plus préoccupées par l'IRA. »

Le quotidien montréalais « The Gazette » indiquait de son côté que les services secrets britanniques, la GRC, la police provinciale de l'Ontario et la police de Toronto ont surveillé pendant plusieurs jours un pub du centre-ville torontois, à la recherche de ce membre de l'IRA.

L'article, qui cite des sources policières non identifiées, précise que le Paupers Restaurant, très populaire dans la capitale ontarienne, est soupçonné d'être un point de chute pour les responsables du financement de l'IRA. Les policiers affectés à sa surveillance ont pris des photos de tous ceux qui entraient et quittaient l'établissement.

Le gérant du restaurant, M. Richard Ponik, s'est toutefois dit « étonné » hier par l'article.

« C'est effrayant, s'est-il exclamé. Je n'en avais aucune idée. Nous avons eu seulement une couple d'Irlandais ces derniers temps et ils semblaient très corrects. Ils n'ont pas causé de problèmes, sauf que nous avons dû les mettre à la porte quelques fois, parce qu'ils étaient trop saouls. »



Des soldats patrouillaient la piste de l'aéroport international de Toronto, hier, peu avant l'arrivée de Mme Thatcher.

EN BREF...

■ **Irlandais arrêté** TORONTO (PC) — La police responsable des mesures de sécurité au Sommet de Toronto a procédé à l'arrestation d'un Irlandais qui est entré au Canada en septembre 1987, Michael Derek Collins, âgé de 31 ans, muni d'un visa de séjour d'une durée d'un mois, ont fait savoir les autorités hier soir. L'Irlandais a été arrêté un peu plus tôt, durant la journée d'hier, à sa résidence de Toronto. Le porte-parole des autorités policières qui assurent la sécurité au sommet économique des sept grands pays industrialisés, l'officier Bernie Nadeau, n'a pas fourni de détails supplémentaires entourant cette arrestation. L'opération policière est néanmoins survenue après que le Financial Times, de Toronto, eût rapporté que la police était à la recherche d'un Irlandais qui était au Canada et qui était réputé pour être un partisan de l'Armée de la république d'Irlande (IRA).

■ **Thatcher avec Reagan** TORONTO (AP) — Mme Thatcher soutiendra Ronald Reagan dans ses démarches pour l'élimination des subventions agricoles, bien qu'elle pense que la date avancée par le président américain pour atteindre cet objectif est irréaliste, selon un porte-parole britannique. « Nous ne pensons pas que l'élimination de toutes les subventions agricoles d'ici l'an 2,000 soit une solution praticable, mais c'est dans cette direction que nous devons avancer », a expliqué le porte-parole qui a requis l'anonymat.

Découvrez Val-Bélair
ville de la Nature

PROMOTION DOMICILIAIRE SPÉCIALE

Nous vous invitons à venir choisir votre nouvelle construction à Val-Bélair. Une remise de taxe de 2 000 \$ vous est offerte.

VOUS RECHERCHEZ:

RECHERCHE TRAVAILLEURS A LA RÉCOLTE DES FRAISES

Salaire 0,75\$ le panier de 4 litres ou 1,50\$ la douzaine de casseaux d'une chopine.

Transport journalier gratuit par autobus, possibilité de camping sur place.

Adressez-vous aux Services d'emploi agricole, entre 8 et 16 heures.

872-7707

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE
et de verres de contact de Québec

VERRES de CONTACT
de tous genres

687-3326

1270, chemin Ste-Foy (adjacent à l'hôpital Jeffery Hale).
Ouvert également le mercredi soir.

1^{er} versement en septembre 1988

SUZUKI samurai SUZUKI FORSA

AUCUN COMPTANT SUR VÉHICULES EN INVENTAIRE

OFFERTS CHEZ:

ACADIA SUZUKI
LA Y A DU SERVICE

4480, 1^{re} AVENUE, CHARLESBOURG 623-9861

- L'air pur
- L'eau de source
- D'immenses espaces verts
- La tranquillité
- Une vue imprenable sur les montagnes et le Mont-Bélair
- Une ville bien organisée
- Des activités culturelles, socio-culturelles et sportives
- À proximité des grands centres commerciaux et administratifs.

Pour un cadre de vie bien pensé, Val-Bélair une ville jeune et dynamique... Naturellement!

Tél.: 842-7184

HÔTEL DE VILLE DE VAL-BÉLAIR
1105, avenue de l'Église nord
Val-Bélair (Québec)
G3K 1X5

Vous êtes retraitée ou semi-retraîtée.

IMAGINEZ

Votre meilleur choix!

C'est le matin. Il est sept heures trente. Vous êtes chez vous dans votre nouvel appartement aux Résidences Ste-Geneviève. Vous avez le choix. Aller nourrir les petites mésanges près de la rivière pendant que la femme de ménage nettoie votre appartement. Ou accepter l'invitation de votre voisine pour aller faire du shopping au centre d'achat à dix minutes de chez vous. Vous n'avez jamais été aussi heureuse.

Bureau de location
4855, avenue Ste-Geneviève, Neufchâtel, QC G2B 4W3
Pour visite sur semaine de 9h00 à 19h00. Samedi et dimanche de 10h00 à 17h00.

842-4085
Demandez Micheline Descoteaux

St-Geneviève
RÉSIDENCES ET JARDINS

studios • 3 1/2 et 4 1/2 semi-meublés • Deux repas par jour • Entretien hebdomadaire • Chapelle
Dépanneur • Coiffure • Comptoir bancaire • Jardin communautaire • Rivière • Sentiers pédestres
Salles de jeux • Terrasse • Animation • Cours • Système de sécurité

* Si vous avez un penchant pour l'ornithologie, vous serez servi à souhait dans notre vaste parc boisé.

L'ÉCONOMIE

Dès le 1er juillet, le chèque de paye serait plus élevé

♦ OTTAWA (PC) - Les chèques de paye de la plupart des Canadiens devraient être plus élevés à compter du 1er juillet, tel que promis par le gouvernement et malgré le fait que sa réforme fiscale ne sera vraisemblablement pas adoptée à ce moment.

La législation sur les changements fiscaux n'a été déposée aux Communes que cette semaine et compte tenu du calendrier chargé du gouvernement, il est peu proba-

ble qu'elle soit adoptée d'ici le début du mois prochain.

« Le nouveau régime entre en vigueur le 1er juillet », a déclaré jeudi le ministre du Revenu Elmer Mackay, et cela même si le projet de loi n'a pas été entériné.

M. Mackay a toutefois refusé de préciser ce qu'il adviendra si jamais le projet de loi n'était pas adopté avant la prochaine élection.

« Cela est peu probable », a-t-il déclaré à l'extérieur de la Chambre.

Le ministre des Finances Michael Wilson a déjà indiqué qu'en vertu de la réforme, les retenues d'impôt à la source diminueront dans le cas de 9,7 millions ou 85 pour 100 des foyers canadiens.

« Les réductions des retenues d'impôt à la source se reflèteront sur les chèques de paye dès le 1er juillet », avait déclaré M. Wilson l'an dernier, au moment où il annonçait la réforme fiscale.

Lorsque les Canadiens réclame-

ront leur retour d'impôt au début de l'année prochaine, le gouvernement leur remboursera le surplus qu'ils auront payé au cours de la première moitié de 1988.

Par ailleurs, il est tout à fait légal de mettre en vigueur un nouveau régime fiscal après que la législation ait été déposée au Parlement bien qu'elle n'ait pas encore été adoptée, a fait savoir M. David Perry, de la Fondation canadienne de la fiscalité.

Eko innovera en ouvrant 4 stations de genre libre-service/dépanneur

♦ Avec l'ouverture de quatre nouvelles stations de type libre-service/dépanneur, la compagnie

Eko prévoit augmenter de 40 pour 100 sa part du marché de détail dans la vente de carburant.

Eko prévoit en effet investir \$2 millions pour implanter quatre nouvelles stations-services à Saint-Ro-

muaid, Beauport et Charlesbourg. Cet ajout devrait permettre à la compagnie de porter son chiffre d'affaires à \$14 millions, indique Jean-Marc Lessard, directeur des communications de l'entreprise.

Ces quatre stations sont les premiers libre-services du réseau, qui compte déjà 36 points de vente, tous avec service, dans l'est de la province. La formule des libre-services/dépanneurs a déjà donné d'excellents résultats pour les grandes pétrolières, explique M. Lessard, et elle favorise un plus gros volume de vente. Eko était par ailleurs coupé d'une grande partie de la clientèle, qui préfère ce genre de service.

Les distributeurs indépendants représentent à peu près 20 pour 100 du total des ventes d'essence, et Eko espère occuper le premier rang en volume de ventes, avec ce projet. La compagnie est une division de F. Dufresne Inc. Le volume des ventes, de 20 millions de litres, devrait atteindre 28 millions de litres au cours de l'année qui vient.



Le Soleil, Yvon Mongrain

Cette station, au coin du chemin de la Canadière et de la 18e Rue vend l'essence avec service aux automobilistes.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE

COMPOSEZ **647-3270**

OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL LTÉE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

OFFRE D'EMPLOI

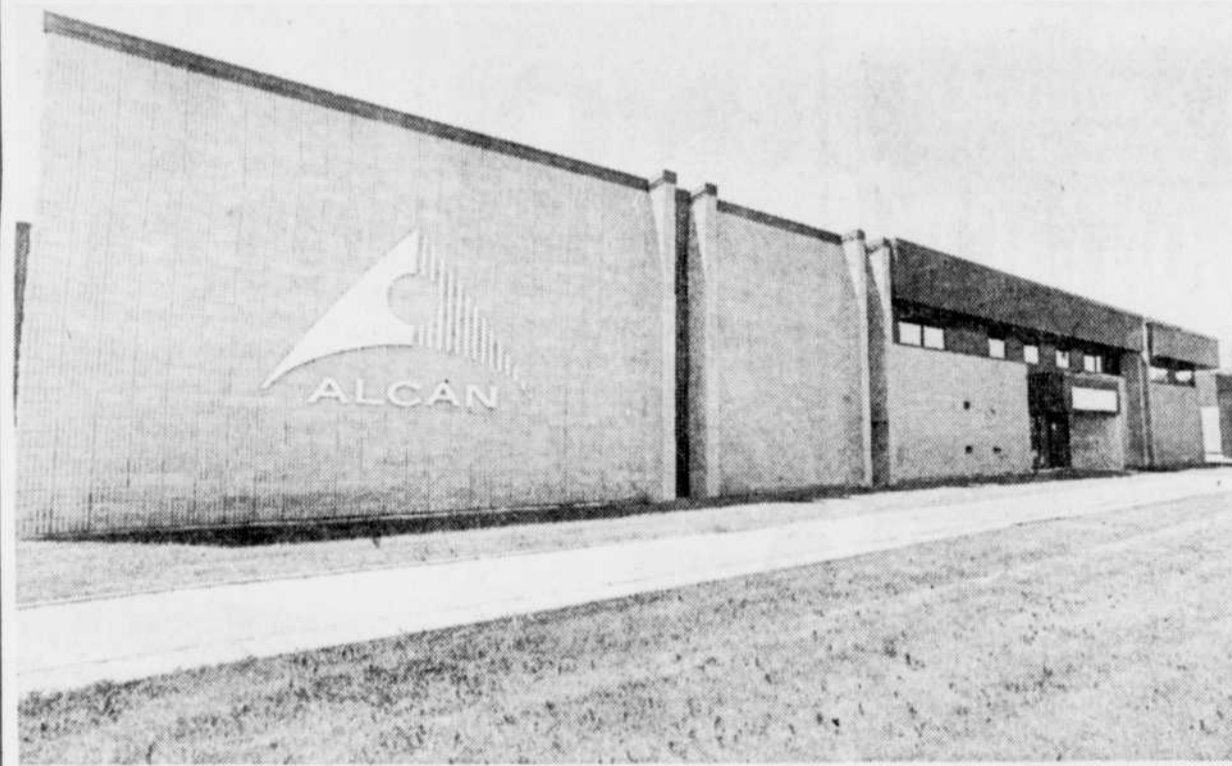
Créations Commerciales y.g. inc.

- MISE EN PAGE
- TRAVAUX TECHNIQUES
- QUALIFICATIONS ARTS GRAPHIQUES

Créations Commerciales Y.G. Inc.

Att.: Michel Veilleux

2500, Avenue du Colisée Québec (Québec) G1L 3Z9 622-0963



Le Soleil, André Pichetto

Dix ans à Saint-Augustin

L'usine de Fil et Câble Alcan, de Saint-Augustin, célèbre cette semaine ses 10 années d'existence

dans le parc industriel de cette ville. Avec ses 56 employés, cette entreprise, qui fabrique des câbles nus électriques, réalise annuellement des ventes de \$50 millions. Depuis la fin du long conflit de travail de 1987, la compagnie s'est tournée vers les marchés à l'ex-

portation, qui représentent maintenant la moitié de ses ventes en Afrique, en Inde et bientôt en Amérique du Sud. Fil et Câble Alcan est une division de Alcan international, qui compte également cinq autres usines, de Vancouver à Jonquière.

CENTRE DU VERRE DE CONTACT SAINTE-FOY enr.

VERRES de CONTACT
médecins spécialistes

653-6658

CLÔTURE

FOSTER LTÉE

UN NOM SYNONYME DE CONFIANCE
* RÉSIDENTIEL * COMMERCIAL * INDUSTRIEL
INSTALLATION - RÉPARATION - VENTE DE MATÉRIEL
INFORMEZ-VOUS ET COMPOSEZ:

831-9527

FROST

LE PRIX QU'ON TE FAIT AILLEURS PAQUET SUZUKI T'EN FAIT UN MEILLEUR...

PAQUET SUZUKI

1er vendeur au Canada

18 ANS D'EXPERIENCE

50, RUE PRINCIPALE, SAINT-ROMUALD 839-0059 SANS FRAIS DE L'ÉTRANGER (800) 463-4589

VENTE - ACHAT PIÈCES - SERVICE DE LOCATION À COURT TERME ET À LONG TERME - PEINTURE - DÉBOSSÉLAGE

SUZUKI

REPORTAGE BUSINESS

BusinessWeek

Le Financial Post MONEY

La Fortune

L'ÉCONOMIE EN REVUES

La philosophie d'Iacocca

- Les commandements de Lee:
- Tu embaucheras les meilleurs.
 - Tu mettras en ordre tes priorités.
 - Tu afficheras clairement tes objectifs.
 - Tu sauras qui amène les profits.
 - Tu fixeras des paramètres, pas des règlements.
 - Tu garderas auprès de toi quelques esprits indépendants.
 - Tu penses aux revenus à court terme.
 - Tu te souviendras des principes de base.

Telle est, en huit commandements, la philosophie de gestion de Lee Iacocca, le grand patron qui a sorti Chrysler de la quasi-faillite; ils sont proposés dans son deuxième livre qui vient d'être publié et qui commente Business Week.



« Talking straight », que l'on peut traduire par « Parlons franchement », est la deuxième aventure littéraire du coloré patron de Chrysler; on comprend qu'il ait été tenté de se commettre une seconde fois puisque son autobiographie, publiée en 1984, s'est vendue à plus de 6,5 millions d'exemplaires. Dans ce deuxième bouquin, M. Iacocca offre ses commentaires sur une foule de questions allant de l'éducation des enfants à la vieillesse en passant par son divorce; mais ses observations les plus percutantes portent sur l'état d'âme actuel de l'Amérique.

L'avidité, l'égoïsme et le refus de prendre des risques sont en train de saper la force des États-Unis et de noyer le pays dans les dettes. « Personne ne veut faire face à la réalité. Nous voulons tout et nous le voulons tout de suite », écrit-il. Cette attitude épicurienne de « fêter maintenant, payer plus tard » a généré une dette nationale qui équivaut à \$39,000 pour chaque contribuable et qui augmente annuellement de \$3,600.

S'il attribue cette situation épouvantable d'endettement aux politiques économiques qu'il qualifie de simplistes de l'administration Reagan, Lee Iacocca admet cependant que les Américains voulaient justement entendre ce que Ronald Reagan leur a raconté: « Nous voulions croire que tout était mirobolant, peu importe si c'était vrai ou pas. »

Lee Iacocca se dit convaincu que le remède aux maux actuels de l'Amérique passe par une crise qu'il anticipe aussi tôt que vers la fin de la présente année. Il analyse l'histoire américaine en cycles: 20 ans de remous suivis par une plus courte période d'accalmie. Les huit ans de Reagan ont justement été cette période de calme; mais la tempête s'annonce. Iacocca prédit l'élection à l'automne d'un président démocrate qui se fera joyeusement brassé la cage; s'il ne parvient pas à prendre solidement en main la situation, il sera remplacé en 1992 par un leader du type Roosevelt. Ce leader s'appellerait-il Lee Iacocca? Non, insiste-t-il pour la millionième fois, tout en affirmant ce qu'il ferait s'il était président... Des conférences de presse mensuelles, des rencontres régulières avec le Congrès, des sommets annuels avec les Soviétiques, des conférences soutenues avec les Japonais; ses priorités incluraient l'interdiction des armes à feu, la découverte d'un remède contre le SIDA et le rétablissement d'un service militaire obligatoire d'un an pour toutes les femmes et tous les hommes de 18 à 25 ans.

Lee Iacocca se fout que l'on puisse trouver ses opinions naïves ou abominables. Ce qu'il veut, c'est provoquer une prise de conscience, faire admettre qu'il faut s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la société américaine... et vite.

La grande dame des Échos

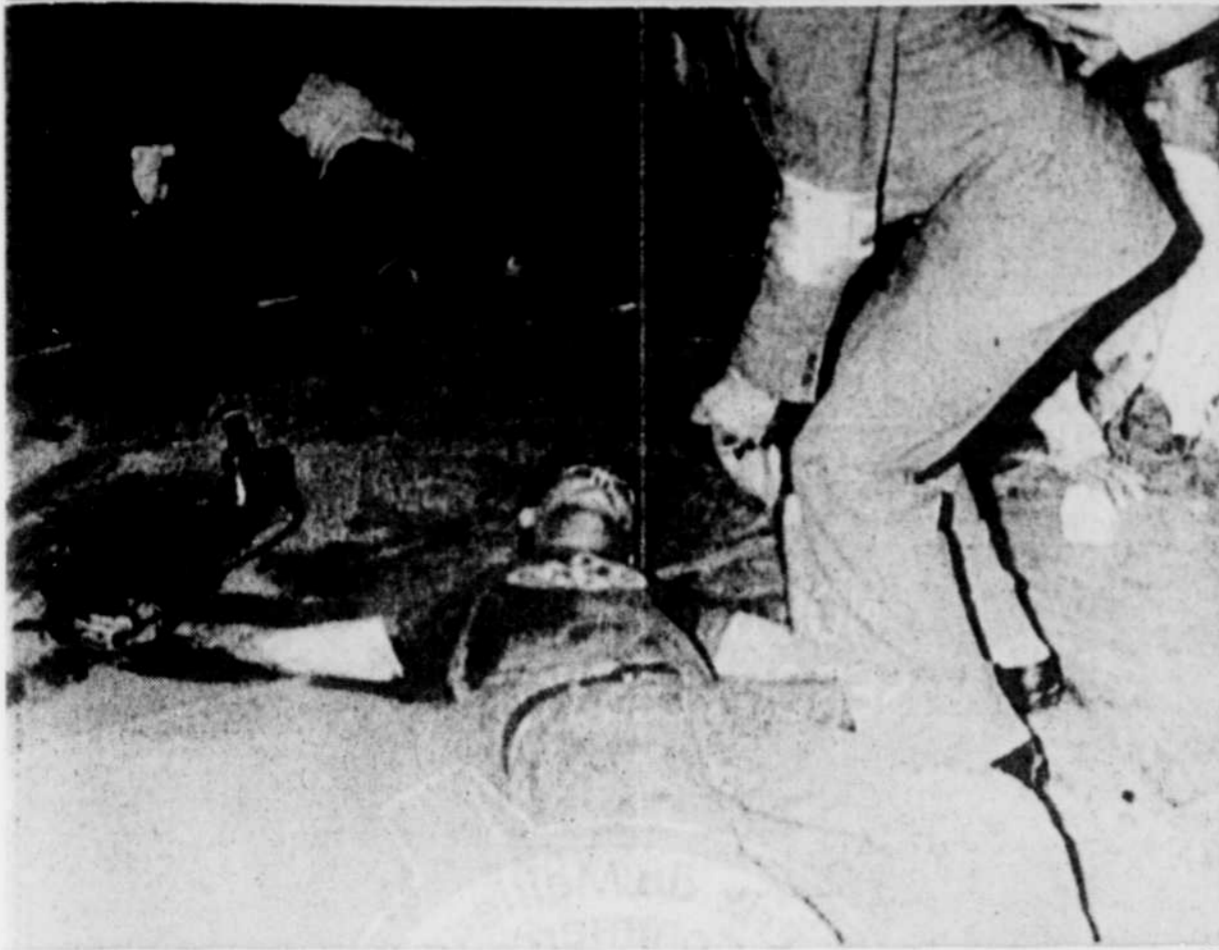
Que le grand patron de Chrysler ait raison ou pas, il est rafraîchissant, après un tel sermon, de rencontrer des gens comme la patronne du quotidien économique français LES ÉCHOS de Paris; Mme Beytout est en effet un antidote à la déprime que nous procure Lee Iacocca. Sans être percutants comme ceux de l'Américain, les commentaires de la Française ne manquent pourtant pas d'intérêt, même si elle s'étonne qu'on puisse s'intéresser à ses opinions.

Descendue à Montréal lundi, c'est-à-dire juste au lendemain de l'élection législative française, perçue à l'extérieur comme le début d'une période d'incertitude politique en France, la grande patronne des Échos, un journal pourtant proche du patronat, soutient au contraire que les Français ont fait preuve d'une grande maturité. « La France est devenue raisonnable, les ultras ont été bannis. » Elle n'est donc pas inquiète de l'avenir économique du pays, d'autant moins inquiète que les impératifs de l'Europe de 1992 ont changé les règles et réduit sensiblement la possibilité pour les gouvernements nationaux d'adopter des mesures extrêmes; les Français l'ont compris et c'est pourquoi plusieurs sont allés à la pêche dimanche dernier... Selon elle, l'économie a déjà pris le pas sur le politique.

Elle a d'ailleurs vécu ce phénomène très récemment lorsque le groupe britannique Pearson, qui publie notamment le prestigieux Financial Times, a acheté le groupe français Les Échos, au grand dam du ministre de l'Économie de Jacques Chirac, Edouard Balladur. Malgré la fureur de ce dernier, la transaction s'est réalisée, en fait s'est imposée. Un petit mariage économique qui s'est en quelque sorte conclu contre la volonté d'une vieille tradition politique xénophobe mais à la veille d'un plus grand mariage, européen celui-là.

Mme Beytout n'est donc plus propriétaire des Échos mais continue de diriger le groupe, c'est-à-dire une entreprise à la direction de laquelle elle a été littéralement catapultée il y a 25 ans. Elle avoue bien candidement qu'en 1963, elle ne connaissait rien à l'économie et ne s'y intéressait même pas; mais elle a appris et s'est graduellement forgé un auditoire de 750,000 lecteurs et l'influence conséquente. « Les Échos, dit-elle, ça ne fait pas de bruit mais ça gagne beaucoup d'argent. » Comment s'explique ce succès remarqué par les Anglais: « Je ne pouvais faire pire que ce qui se faisait en 1963 », lance-t-elle, ajoutant sur un ton un peu moqueur que l'affaire (Les Échos) s'est probablement développée parce que dirigée par une femme, moins portée sur le politique. Et comment se passe ce mariage avec les Anglais? « Merveilleusement », réplique spontanément Mme Beytout avec le jeune sourire d'une éternelle grande dame.

LE MONDE



Kartal Demirag, le tireur qui venait de faire feu sur Turgut Ozal, gît sur le sol, blessé au bras par les balles des gardes du corps du premier ministre turc.

Ozal échappe à un attentat, à Ankara

♦ ANKARA (AP, AFP) - Un évadé, condamné pour tentative de meurtre, a ouvert le feu, hier, sur le premier ministre turc Turgut Ozal, le blessant légèrement à une main, au moment où ce dernier demandait à ses compatriotes de ne pas recourir à la violence, dans une allocution au congrès de sa formation politique, le Parti de la mère patrie.

Le tireur, blessé au bras par les gardes du corps du premier ministre, a rapidement été maîtrisé, mais vingt-et-une personnes, dont 16 par balles, ont été blessées dans les moments de panique qui ont suivi le premier coup de feu.

Le procureur Cemal Ozer, qui a interrogé le tireur à l'hôpital, a indiqué aux journalistes qu'il s'agissait de Kartal Demirag, 32 ans, qui s'évade de la prison de Mugla, dans le centre du pays, il y a six mois. Demirag venait de commencer à purger une peine de 10 ans pour tentative de meurtre. La police

a découvert que Demirag, un instituteur, avait passé la nuit précédente dans un hôtel voisin du lieu de congrès, utilisant une fausse identité. Il serait un sympathisant du Parti d'action nationaliste, une formation d'extrême droite interdite.

Les autorités n'ont pas encore trouvé de motif pour la tentative d'assassinat.

Les médias turcs ont annoncé que le Parti travailliste du Kurdistan et l'Organisation des officiers révolutionnaires avaient revendiqué l'attentat mais il n'existe aucune preuve reliant ces groupes à ce qui s'est passé.



Turgut OZAL

Dès le deuxième coup de feu, Ozal, qui a 61 ans, a eu la présence d'esprit de se cacher derrière son lutrin. Son médecin, le Dr Cengiz Aslan, a précisé qu'une balle avait traversé le pouce droit du premier ministre avant de ressortir par la paume. Ozal a dû recevoir trois points de suture mais il a pu, la main enveloppée dans un mouchoir taché de sang, poursuivre son allocution. « Seul Dieu peut reprendre la vie qu'il a donnée », a-t-il déclaré, acclamé par les délégués.

La ministre du Travail Imren Aykut et un député sont au nombre des blessés: tous deux ont dû être

transportés à l'hôpital mais leur état n'inspirait pas d'inquiétude. Mme Aykut souffrait d'égratignures au visage.

« Paix retrouvée »

Quand il a été touché, Ozal venait de souligner que son gouvernement avait ramené la paix civile, déclarant: « Nous vivons désormais dans une atmosphère plus civilisée. Des gens ayant des points de vue différents peuvent maintenant se parler au lieu de se battre et de sortir leurs armes ».

La première balle a frappé son micro. La deuxième balle l'a touché et il a immédiatement plongé au sol.

« J'ai vu le tireur viser soigneusement le premier ministre et tirer sur lui à deux reprises », a raconté le vice-président du parti Eyup Asik à l'agence Anatolie. Le tireur se trouvait alors à huit mètres du premier ministre.

Cinquante personnes ont été placées en détention, a annoncé la police qui tente de savoir si Demirag avait des complices. Selon un policier, le pistolet aurait été caché dans une couronne de fleurs. Une autre arme aurait été découverte sous les sièges réservés au corps diplomatique.

Dès les premiers coups de feu, les 5,000 personnes dans le palais des sports se sont jetés sur le sol. Une heure après la fusillade, le calme était revenu. Par la suite, Ozal a été réélu président de son parti, obtenant 1,127 des 1,128 voix, a annoncé l'agence Anatolie.

Namphy en résidence surveillée

♦ PORT-AU-PRINCE (NYTNS, AP) - Des parents du général Henri Namphy, démis de ses fonctions vendredi comme commandant en chef des forces armées par le président Leslie Manigat, ont indiqué hier qu'il était gardé prisonnier dans sa propre maison.

Ces parents ont précisé que des soldats loyaux à un autre commandant avait encerclé la maison peu de temps après le limogeage de Namphy.

Selon eux, personne ne peut sortir de la résidence où y entrer.

Roger Savain, ministre de l'Information et principal porte-parole de Manigat, a déclaré qu'il ne savait pas si le général de 55 ans était en résidence surveillée. Toutefois, il a ajouté que la « garde normale » avait été remplacée par « une nouvelle ».

L'entourage de Manigat a affirmé, hier, que le limogeage de l'ancien chef de la junte militaire haïtienne était une nouvelle preuve des

progrès de la démocratie en Haïti.

Toutefois, des informations recueillies auprès de dirigeants de l'opposition et de diplomates occidentaux portent à croire que les événements des derniers jours sont avant tout le résultat d'une guerre pour le pouvoir dont le colonel Jean-Claude Paul, un militaire controversé déjà inculpé pour trafic de drogue par un grand jury de Floride, est le bénéficiaire le plus apparent.

Le tout a commencé quand Namphy a décidé de transférer Paul, chef du bataillon Jean-Jacques Dessalines, l'unité la plus redoutée de l'armée, à un poste administratif. Paul, qui est considéré comme l'un des principaux partisans de Manigat au sein des forces armées, a refusé d'obéir à l'ordre de Namphy, con-

vaincu qu'en cas de coup dur ses 700 hommes, bien armés, lui resteraient fidèles.

Manigat, prenant la part de Paul, a annulé la mutation du colonel et d'autres transferts décidé par Namphy, en annonçant qu'ils étaient anticonstitutionnels parce que le commandant en chef ne l'avait pas consulté à ce sujet.

« Le gouvernement Reagan a demandé à Namphy de se débarrasser de Paul », a déclaré hier Sylvio Claude, l'un des leaders de l'opposition haïtienne. « Mais c'est Manigat qui s'est débarrassé de Namphy », a-t-il ajouté.

Hier, un calme inquiétant régnait dans la capitale où les habitants tentaient de déterminer si la démocratie ou un militaire l'avait emporté.

Le colonel Paul est un homme redouté de la population mais aimé de ses hommes, dont plusieurs auraient participé à la tuerie qui avait annulé la tenue d'élections générales, le 29 novembre 1987. Au moins 34 personnes avaient été alors tuées.

Manigat a pris le pouvoir en février, lors d'élections organisées par l'armée et boycottées par les candidats les plus sérieux et par la plupart des électeurs.

● ARGENTERIE ● CUIVRE
● MIROIR ● CHAUDRONS
● RÉPARATIONS
● ÉTAMAGE ● POLISSAGE
HC HÔPITAL DE CHAUDRONS
QUÉBEC ENR. 687-2559

LA CONSTRUCTION NOUS OBLIGE À FAIRE PLACE

SUPER-SPECIAL CETTE SEMAINE

#80218 1988 CIERA FAMILIALE Moteur 6 cylindres, etc. flamant neuf 16 366\$	#80097 1988 CELEBRITY EUROSPORT Moteur 6 cylindres, sièges baquets 14 988\$	#80563 1988 SPRINT Automatique, voiture démonstrateur 8 116\$	#80125 OLDSMOBILE DELTA 88 Sedan 4 portes, air climatisé, etc. 19 521\$
STOCK 80579 1988 CIERA BROUGHAM 4 portes — 6 cylindres, sièges divisés, etc. 16 800\$	STOCK 80550A 1987 REGENCY 88 Superbe limousine 20 643\$	1988 SAFARI VAN 6 cylindres injection 5 passagers Super-Spécial	

GM MARLIN GM
Chevrolet Oldsmobile inc.
2145, boul. Charest ouest, Québec
688-1212

Tournoi
de fin d'après-midi!

Golf et Souper... 22\$*

Départs à partir de 16h, sur semaine, pour groupe de 20 personnes et plus, comprenant: golf 9 trous, buffet italien (les amuse-gueules, potages, salades, lasagne, ravioli, spaghetti, dessert et breuvage) en salle privée.

Une belle façon de vivre l'été au maximum!

Réservez tôt... 849-4418
* Prix par personne, taxe et service en sus.

le Club
Mont-Tourbillon

PIZZA ROYALE

FÊTE PAPA ROYALEMENT!

DÉJEUNERS-BUFFET À PRIX

"pizzAbordable"

Les dimanches de 9h à 13h

POUR RENSEIGNEMENTS:

• Beauport Chemin Royal 667-3890	• Duberger 683-1544	• Sainte-Foy 657-6672
• Beauport Avenue Larue 667-2075	• Lévis 835-3535	• Saint-Jean- Chrysostome 839-1224
• Charlesbourg 622-1515	• Limoulu 529-8575	• Sillery 882-8080
	• Loretteville 845-2020	

C'est pizzAdorable

Vous êtes retraité ou semi-retraité.

IMAGINEZ Votre meilleur choix!

Studios • 3 1/2 et 4 1/2 semi-meublés • Deux repas par jour • Entretien hebdomadaire • Chapelle • Dépanneur • Coiffure • Comptoir bancaire • Jardin communautaire • Rivière • Sentiers pédestres • Salles de jeux • Terrasse • Animation • Cours • Système de sécurité

* Une chaude ambiance des plus animées vous attend au Ste•Geneviève.

C'est la fin de l'après-midi. Il est seize heures trente. Vous vous rendez à la maison après votre travail dans votre nouvel appartement aux Résidences Ste•Geneviève. Ce soir vous avez le choix. Lire le roman que la belle Thérèse vous a prêté. Ou aller prendre votre revanche aux cartes avec vos nouveaux amis. Vous n'avez jamais été aussi heureux.

Bureau de location
4855, avenue Ste-Geneviève, Neufchâtel, QC G2B 4W3
Pour visite sur semaine de 9h00 à 19h00. Samedi et dimanche de 10h00 à 17h00.
842-4085
Demandez Micheline Descooteaux

Ste•Geneviève
RÉSIDENCES ET JARDINS

LE MONDE

La découverte du scandale au Pentagone

Tout a commencé par un appel téléphonique

♦ WASHINGTON (NYTNS) - Il y a près de deux ans, un ancien employé de la US Navy qui avait quitté son emploi gouvernemental pour accepter un poste dans une société œuvrant dans le domaine militaire a reçu un appel téléphonique.

L'interlocuteur offrait de lui vendre des renseignements confidentiels utiles à quiconque avait l'intention de faire affaires avec le Pentagone, selon des enquêteurs fédéraux.

L'auteur de l'appel était un consultant, l'une des nombreuses personnes dans la région de Washington qui se servent de leurs connaissances et de leurs contacts pour aider les entreprises à obtenir des contrats du Pentagone.

L'ancien employé de la US Navy alerta aussitôt les services d'enquête de la marine et accepta d'enregistrer toutes les conversations avec le consultant au cours desquelles devaient être mises au point les détails de leur transaction.

L'opération fut un succès et les résultats obtenus permirent aux enquêteurs d'obtenir la «collabora-

tion» du consultant pour la poursuite de leur enquête.

C'est ainsi qu'a débuté ce qui devait devenir l'Operation Ill Wind (opération vent défavorable) qui allait révéler un scandale sans précédent au Département de la Défense, selon des sénateurs au courant de l'étendue de l'enquête en cours.

La participation du consultant à l'enquête a permis d'enregistrer une conversation avec un haut responsable du Pentagone qui lui fournissait des renseignements utiles pour ses clients.

La poursuite de l'enquête a permis de découvrir qu'il existait un véritable réseau d'informateurs soudoyés au Pentagone faisant affaires avec des consultants et des entreprises qui leur versaient de substantiels pots-de-vin.

Le sénateur démocrate William Proxmire du Wisconsin a déclaré hier que le scandale était si étendu qu'il se demandait si le département de la Justice avait les ressources nécessaires pour inculper toutes les personnes et entreprises impliquées dans cette affaire.

Jeu faussé

Si les allégations mises au jour par l'enquête s'avèrent exactes, cela

signifie que le jeu des appels d'offres pour les contrats de la Défense américaine a été totalement faussé depuis des années.

Bien que les enquêteurs fédéraux soient peu enclins, pour le moment, à révéler ce qu'ils ont appris, ils ont néanmoins révélé, cette semaine, que:

● Au moins 20 employés du département de la Défense, principalement de la US Navy et des Marines, auraient livré des informations confidentielles, soit pour de l'argent, soit pour obtenir des postes promis dans le secteur privé, ou tout simplement pour faire une faveur à des amis.

● Pour la première fois dans une affaire se rapportant au Pentagone, les enquêteurs ont fait un usage massif de l'écoute téléphonique, 24 heures par jour. Selon les enquêteurs, les participants au scandale parlaient librement de leurs transactions au téléphone et considéraient qu'ils n'avaient rien à se reprocher.

● Les enquêteurs ont la preuve que des firmes savaient que les renseignements reçus du Pentagone avaient été obtenus par le versement de pots-de-vin. ●

Pas de répit en vue pour le Midwest

♦ WASHINGTON (AFP/AP) - La sécheresse qui affecte depuis plusieurs semaines le grenier à céréales des Etats-Unis, le Midwest, brûlant les cultures et asséchant pâtures et rivières, continuera pendant au moins encore un mois, ont indiqué hier les services météorologiques.

Ces prévisions, qui étaient redoutées par les fermiers, mettent pratiquement fin à leurs espoirs d'avoir des récoltes de soja et de maïs normales, alors que leurs récoltes de blé de printemps ont déjà été sévèrement touchées.

Des orages et quelques faibles averses se sont bien abattus vendredi sur l'Iowa, le Kansas, l'Arkansas, le Dakota du Sud, le Montana et la basse vallée du Mississippi, et hier encore sur l'Iowa, mais n'ont eu aucun effet bénéfique. Le peu d'eau qui est tombé s'est immédiatement évaporé et n'a rien pu faire pour des champs déjà craquelés et poussiéreux. Le Mississippi a atteint son plus bas niveau historique; 1,700 barges pour la plupart chargées de céréales y étaient bloquées hier.

«La sécheresse continuera», a indiqué Lyle Alexander, météorologue à Kansas City. La sécheresse, qui est déjà considérée comme la plus grave depuis celle des années 1930, devrait durer au moins jusqu'au 15 juillet.

Phase cruciale

Or les cultures de soja et de maïs entrent fin juin dans une phase cruciale de leur développement. Les nouvelles prévisions font craindre une perte de 25 pour 100.

La sécheresse dans le Midwest, ainsi que dans les Etats du Nord et certains du Sud-Est, est due à la présence depuis plusieurs mois d'un véritable mur de hautes pressions sur le centre du pays, qui empêche la pluie et la neige d'y pénétrer. Le jet-stream, qui dirige en altitude le flot des tempêtes d'Ouest en Est, s'est en effet scindé en deux, passant au nord et au sud du pays et maintenant en place sur le centre des Etats-Unis ce système de hautes pressions. Certains scientifiques affirment que c'est là l'un des résultats de «l'effet de serre» provoqué par la présence de produits chimiques dans l'atmosphère. ●

La Lettonie a également ses revendications autonomistes

♦ MOSCOU (d'après AFP) - La vague de revendications autonomistes qui déferle sur les républiques soviétiques a gagné la Lettonie. Un journal letton, parvenu hier à Moscou, annonce que les unions d'écrivains et intellectuels de cette république balte ont publié, avec la bénédiction du parti communiste local, une résolution appelant à des mesures pour donner une autonomie réelle à leur territoire, imitant une démarche similaire effectuée en avril dernier en Estonie.

«Il faut obtenir l'adhésion de la Lettonie à l'ONU» et «étudier la possibilité de créer en Lettonie une unité militaire utilisant la langue locale» (le russe est la seule langue permise dans l'armée soviétique), affirme notamment le texte publié par Sovietskaia Latvia, l'organe du parti communiste letton, en date du

EN BREF...

■ Situation explosive au Sud-Liban

Beyrouth (NYTNS) - Le nombre de miliciens de l'OLP au Sud-Liban a presque doublé au cours des six derniers mois, augmentant la possibilité d'affrontement avec les forces israéliennes, selon des sources au sein des services de sécurité libanais. Selon ces informateurs, huit organisations distinctes ont maintenant environ 5,500 hommes armés dans un secteur s'étendant de la banlieue de Beyrouth à Saïda, à 40 km au sud de la capitale libanaise. A la fin de 1987, il n'y avait que 3,000 Palestiniens armés dans le secteur. Les responsables libanais craignent que ces concentrations de forces palestiniennes n'entraînent des raids de l'aviation et de l'armée israéliennes ou ne mènent à des combats entre factions rivales palestiniennes comme c'est actuellement le cas dans les camps de réfugiés de Beyrouth.

■ Palestinien tué JERUSALEM (AFP/AP) - Un Palestinien a été tué et 23 autres blessés par des tirs de militaires israéliens, dans une série d'affrontements hier dans les territoires occupés.

Selon des sources palestiniennes, huit manifestants ont été atteints par balles dans le camp de réfugiés de Khan Yunis, près de Gaza, dans le même affrontement au cours duquel Rad Hallil al-Hajj Yousef, 17 ans, a été tué. La veille, un autre Palestinien avait été tué près de Naplouse, en Cisjordanie.

■ Choix entre deux schismes ROME (AFP)

- Le chef de file des catholiques traditionalistes, Mgr Marcel Lefebvre, déclare qu'il avait dû choisir entre un schisme avec le Vatican ou un schisme parmi ses partisans, dans une entrevue publiée hier par le mensuel catholique italien Trenta Giorni. En cas d'accord avec le Vatican, la Fraternité Saint Pie X, fondée en 1969 dans la ville suisse d'Ecône par Mgr Lefebvre, aurait éclaté, a-t-il expliqué au mensuel catholique italien Trenta Giorni. Le prélat rebelle a exprimé l'espoir que dans « quatre ou cinq ans au maximum » le Vatican finira par trouver un accord avec Ecône.

■ Mitterrand et Rocard en baisse PARIS (AFP)

- La popularité du président François Mitterrand et surtout de son premier ministre Michel Rocard, les deux principaux leaders socialistes français, est en baisse sensible, selon un sondage qui publie aujourd'hui le Journal du Dimanche. Selon cette enquête, 38 pour 100 des Français se déclarent satisfaits du premier ministre, contre 53 pour 100 il y a un mois, 24 pour 100 sont mécontents de lui, mais 38 pour 100 ne se prononcent pas. Quant à Mitterrand, 49 pour 100 sont satisfaits de lui contre 54 pour 100 un mois plus tôt, 36 pour 100 sont mécontents de lui et 15 pour 100 ne se prononcent pas. Le sondage a été réalisé du 6 au 14 juin auprès de 1,813 personnes.

■ La Chine offre l'asile à Pol Pot WASHINGTON (AFP)

- Le gouvernement chinois aurait offert un asile permanent à l'ancien numéro un du régime khmer rouge Pol Pot et à son proche entourage, dans une tentative de parvenir à un règlement du conflit cambodgien, a rapporté hier le Washington Post. Selon le journal, cette offre signifie que la Chine est prête à abandonner l'affrontement avec le Vietnam au sujet du Cambodge.

■ Victoire des rebelles afghans QUETTA, Pakistan (AFP)

- La ville de Qalat, capitale de la province de Zabul, au sud-est de l'Afghanistan, est tombée vendredi soir aux mains des rebelles afghans après plusieurs jours de violents combats, ont annoncé hier des sources au sein de la résistance. Il s'agit de la première capitale provinciale prise par les rebelles afghans. Qalat, construite dans une vallée, est située sur la route stratégique qui relie Kaboul, la capitale, à Kandahar, la seconde ville au sud-est du pays.

11 juin.

La résolution endosse aussi la revendication des groupes nationalistes des républiques baltes d'une publication de l'accord secret germano-soviétique de 1939 faisant passer les républiques baltes dans la zone d'influence soviétique.

Les auteurs de la résolution veulent qu'elle soit discutée à la conférence du Parti communiste soviétique à la fin du mois à Moscou.

Les 2 et 3 avril, les unions artistiques d'Estonie avait adopté un texte semblable qui de plus demandait à la conférence du PCUS d'étudier une révision de la constitution de l'URSS.

La grève continue

D'autre part, la grève générale se poursuivait hier à Stepanakert, chef-lieu du Nagorny-Karabakh, au lendemain du vote du parlement azerbaidjanais rejetant la revendica-

tion d'un rattachement à l'Arménie de cette région située en territoire azerbaidjanais et peuplée à 75 pour 100 d'Arméniens, a indiqué un journaliste de Stepanakert interrogé au téléphone depuis Moscou. « Les entreprises sont en grève, seuls les services de première nécessité fonctionnent », a précisé le journaliste.

Tribune perdue

Finalement, à Moscou, la police est intervenue, hier, pour la première fois pour disperser de jeunes partisans de la « perestroïka » qui se réunissaient pour un quatrième samedi consécutif place Pouchkine.

Depuis la visite à Moscou du président Ronald Reagan, la police tolérerait ces rassemblements organisés par des groupes « socialistes » et qui groupaient un nombre croissant de centaines de personnes venues entendre des animateurs de clubs politiques informels. ●

GASTON PROVENCAL
PrésidentCLÉMENT BEGIN
Vice-président

NOS RÉCOMPENSES
SERONT LES VÔTRES...



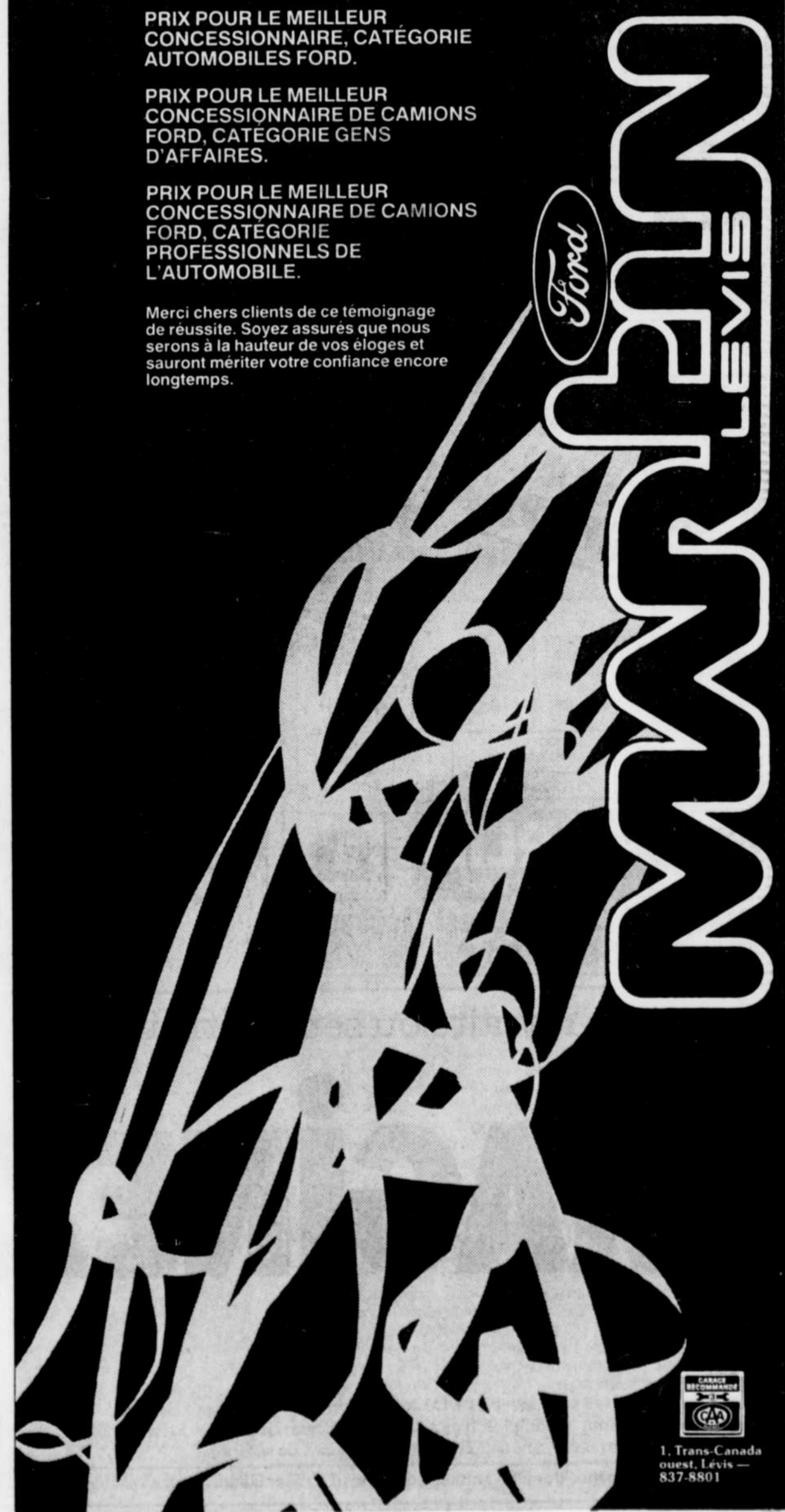
RECEVOIR TROIS PRIX DU MEILLEUR COMMERCE 1988 l'année de nos 50 ANS DE SERVICE, c'est multiplier par trois notre désir de vous satisfaire sur tous les plans.

PRIX POUR LE MEILLEUR CONCESSIONNAIRE, CATÉGORIE AUTOMOBILES FORD.

PRIX POUR LE MEILLEUR CONCESSIONNAIRE DE CAMIONS FORD, CATÉGORIE GENS D'AFFAIRES.

PRIX POUR LE MEILLEUR CONCESSIONNAIRE DE CAMIONS FORD, CATÉGORIE PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE.

Merci chers clients de ce témoignage de réussite. Soyez assurés que nous serons à la hauteur de vos éloges et saurons mériter votre confiance encore longtemps.



1, Trans-Canada
ouest, Lévis —
837-8801